FRANÇAIS DU MONDE
Le magazine de l'association Français du monde - ADFE

crédit photo : Freepik

Jeunesse française et du monde

Un pont générationnel et culturel

Benjamine du Sénat
Mathilde Ollivier

Grand Angle
Le Sahel face à l'effacement diplomatique

Écologie
Tokyo : Un combat pour les arbres

N°210
Automne 2023

ÉDITO

Chers lecteurs, chères lectrices,

Il est temps de déconstruire les stéréotypes qui entourent la jeunesse, souvent perçue comme désengagée et éloignée du dialogue intergénérationnel. Malgré les préjugés répandus, les données 2023 dans « Les chiffres clés de la vie associative » de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP), mandaté par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse afin d'observer et d'analyser la situation des jeunes ainsi que les politiques qui leur sont dédiées à tous les niveaux territoriaux, révèlent une réalité différente : les jeunes continuent d'adhérer aux associations, même si les taux d'adhésion et de bénévolat stagnent depuis trois décennies.

Au-delà des frontières, se pose la question de l'appartenance des jeunes Français nés à l'étranger, qu'ils soient binationaux, voire trinationaux. La France est autant leur pays que celui où ils résident. C'est dans cette perspective que le comité de rédaction du numéro 210 de notre magazine, qui clôture l'année 2023, a décidé de donner la parole à ces jeunes, véritables visages de l'avenir, héritiers d'une ou plusieurs cultures.

Français du monde – ADFE se réjouit de compter parmi ses membres des jeunes engagés, certains s'illustrant même en politique, à l'instar de Mathilde Ollivier, récemment élue sénatrice à tout juste 28 ans, devenant ainsi la benjamine de la chambre haute du Parlement français. Ces succès ne sont pas uniquement individuels, ils résultent d'une relation intergénérationnelle bienveillante, ancrée dans les valeurs plurielles et ouvertes sur le monde telle que le prône notre association. La vitalité de Français du monde - ADFE s'exprime non seulement par sa pérennité, mais aussi par son expansion. Nous sommes ravis de constater l'émergence de nouvelles sections, que ce soit au Canada en Nouvelle-Écosse ou en Allemagne à Düsseldorf.

Dans ce numéro, nous vous présenterons des portraits de jeunes Français et Françaises expatriés, ou plurinationnaux, qu'ils aient choisi l'engagement politique, associatif, ou qu'ils cultivent simplement un lien fort avec leur(s) culture(s) d'origine. Nous explorerons, entre autres, des histoires comme celle de Marie et Nathalie en Suède, où la relation de mentorat profite à tous, créant des ponts entre les générations.

À travers ces récits, nous espérons susciter chez nos lectrices et nos lecteurs un regard positif sur le monde de demain. La jeunesse expatriée incarne une richesse culturelle et un potentiel d'engagement qui méritent d'être célébrés.

Le Comité de Rédaction de Français du monde
Français du monde - ADFE

Sommaire 210

5 Le dossier
Jeunesse

p.6 Jeunesse binationale
Hélène Conway-Mouret
p.7 Benjamine du Sénat et membre de Francais du monde – ADFE
Mathilde Ollivier
p.8 Étudier à l'étranger en 2023
Théophile Bernard
p.9 Une expatriation aux multiples facettes
Charlotte Biocchi
p.10 Un jeune expatrié français en Allemagne
Alexis Zankowitch
p.11 Une ingénieure trinationale
Lina Franklin
p.12 La passion de l'engagement associatif
Elisabeth Cogny
p.13 « *Pour vivre ses rêves, il faut se donner les moyens !* »
Lionel Hugo Etoa Moussongo
p.14 Handicap, voyage, expatriation
Justine Hareng
p.15 « Mon style plus direct passe pour un trait de caractère très français »
Alizée Froguel
p.16 Une canadienne à Paris
Lou Raisonnier
p.17 PariBabi : contribuer à une culture francophone internationale
p. 18 Français du monde - ADFE Thaïlande : moteur socio-économique de la communauté française
p. 20 Une mentor française pour les jeunes de Stockholm
p. 21 Jeunesse française à l'étranger : faits et chiffres
p. 23 Enquête : Jeunesse française du monde
p. 24 CFE : La couverture santé des étudiants

26 Vie associative
p.26 Vitalité de l'association : 40 bougies et une naissance
p.27 Du distanciel au présentiel…

28 Grand Angle
p.28 Sahel, le coût de notre effacement diplomatique
p.30 Les Nouvelles Routes de la Soie

31 Écologie
p.31 Quand les Tokyoïtes se lèvent pour défendre leurs arbres

FRANÇAIS DU MONDE
Magazine gratuit de Français du monde - ADFE
62 boulevard Garibaldi, 75015 Paris France
francais-du-monde.org/magazine
contact@francais-du-monde.org

Directeur de la publication | François Boucher
Rédactrice en chef | Vanessa Gondouin-Haustein
Comité de rédaction | Stéphane Arnoux, François Boucher, Jérôme Guillot, Jaime Peypoch, Vincent Roué, François Roussel, Catherine Smadja-Froguel
PAO | Stéphane Arnoux

Le dossier

Jeunesse française et du monde
Un pont générationnel et culturel

Au sein du foisonnement de la diversité culturelle et des échanges internationaux, la jeunesse française à l'étranger, qu'elle soit expatriée, binationale ou trinationale, incarne une dynamique distinctive où l'éducation et la transmission occupent une place centrale. Dans ce dossier, nous explorons les parcours variés de jeunes ayant embrassé des expériences allant de l'engagement associatif à l'expatriation, en passant par des études à l'étranger. À travers ces pages, nous plongeons dans les récits de personnalités telles que les Sénatrices Hélène Conway-Mouret, pour qui l'éducation et la transmission ont toujours été au cœur de son action, ainsi que Mathilde Ollivier, benjamine de la chambre haute du Parlement français et pour qui être Française ou Français de l'étranger, c'est aussi faire l'expérience de systèmes sociaux, fiscaux et de sécurité sociale très différents.
Ces témoignages riches et variés sont mis en parallèle avec les réalités et les chiffres liés à la jeunesse française à l'étranger, faisant de ce dossier un reflet fidèle des aspirations, des défis et des réussites des jeunes Français du monde.

Dossier coordonné par **Vanessa Gondouin-Haustein**

Crédits : DR

Jeunesse binationale

Hélène Conway-Mouret, sénatrice

L'éducation et la transmission ont toujours été au cœur de mon action, d'abord durant ma carrière universitaire à Dublin, puis dans le cadre de mes diverses fonctions politiques en tant que sénatrice, vice-présidente du sénat et ministre.

En Irlande, j'ai signé près d'une trentaine d'accords Erasmus et avec des universités hors Union européenne et ai accueilli, chaque année, plus de 150 étudiants étrangers dans mon département de langues. Pendant ma vice-présidence du sénat, j'ai créé les « rencontres citoyennes », permettant à plus de 700 jeunes de venir débattre avec des parlementaires. Malheureusement, la pandémie a stoppé ces échanges, que j'espère reprendre sous une autre forme.

D'abord en tant que conseillère, puis tout naturellement comme sénatrice, j'ai toujours été quotidiennement au contact d'une jeunesse dynamique et très diverse, multiculturelle et multilingue dont les attentes légitimes sont trop souvent ignorées, d'où l'importance de créer des occasions pour les entendre et les rencontrer.

Au cœur des attentes de ces jeunes multiculturels, la prise en compte de leurs doubles ou triples nationalités, de leurs plurilinguismes et de leurs expériences diverses.

Les plurinationaux représentent 40% des 1,6 millions de Français vivant à l'étranger enregistrés dans les consulats et certainement plus encore parmi la totalité des Français résidant hors de France, que l'on estime être 3 millions.

En France métropolitaine, les doubles-nationaux représentaient en 2015, 5 % de la population française métropolitaine âgée de 18 à 50 ans, soit 3,3 millions de personnes. On ne peut d'ailleurs que regretter que ce chiffre ne soit pas suffisamment actualisé et précis. Aussi, je me réjouis que les binationaux seront enfin décomptés lors du prochain recensement de la population, en 2025. Cette avancée permettra d'avoir une connaissance plus précise, par catégorie d'âge notamment, de cette population et ainsi de pouvoir cerner davantage ses besoins et améliorer sa prise en compte par des actions politiques ciblées.

Au titre de ces actions, l'éducation joue un rôle central. C'est pourquoi durant la dernière campagne sénatoriale, nous avons proposé une multitude d'actions sur lesquelles j'ai commencé à travailler comme la promotion du LabelFrancEducation, créé en 2012, l'amélioration des offres du CNED et le renforcement du dispositif FLAM pour que chaque enfant vivant à l'étranger puisse apprendre la langue française dans de bonnes conditions. La transmission de notre langue et de notre culture est en effet essentielle pour que la deuxième génération des Français de l'étranger et les suivantes continuent à se sentir Français même s'ils vivent à l'autre bout du monde

Pour favoriser la venue en France de celles et ceux qui le souhaitent, nous avons également proposé que les jeunes issus de familles à faibles revenus vivant à l'étranger et qui n'étaient pas inscrits dans le réseau AEFE soient exonérés des frais d'inscription de Parcoursup comme leurs camarades boursiers de l'AEFE. Il est en effet essentiel que l'argent ne soit pas le facteur qui empêche nos jeunes de poursuivre leurs études ou leur formation professionnelle en France.

Dans cette logique déjà, en 2014, lorsque j'étais ministre déléguée aux affaires étrangères, j'ai développé le concept de « Mobilité pour tous ». Il s'agissait de faire bénéficier tous les jeunes sans exception, lycéens ou étudiants, en filière générale, professionnelle ou technologique, apprentis ou volontaires, de programmes permettant de financer leur mobilité internationale. Ce qui était encore réservé à des privilégiés pouvait ainsi être démocratisé pour qu'un public, trop longtemps négligé, puisse aussi partir à l'étranger pour acquérir une expérience et une ouverture au monde qui leur seront si utiles.

Aujourd'hui, je souhaite aller plus loin en créant un passeport « mobilité études » pour tous les jeunes de moins de 26 ans inscrits sur le registre des Français de l'étranger hors de l'Union européenne ne pouvant bénéficier du programme Erasmus et souhaitant se rendre en France dans le cadre de leurs études ou d'un stage. Je compte bien porter cette proposition prochainement au Sénat. La mobilité des jeunes à l'international et leur enrichissement individuel au travers des échanges internationaux sont des atouts pour notre pays et son influence internationale. Je travaille au quotidien pour encourager cette dynamique et favoriser les échanges entre cultures.

Mais au-delà, notre responsabilité collective est d'inciter notre jeunesse à vivre et partager leur citoyenneté par un engagement associatif, humanitaire ou politique, en exerçant leur droit de vote, en faisant vivre les valeurs républicaines dans leur vie quotidienne où qu'ils vivent sur la planète. La mienne est de les accompagner par des actions concrètes.

Dès aujourd'hui, donnons-leur la parole : ce dossier présente des jeunes engagés dans leur pays d'accueil et dans leur expatriation.

MATHILDE OLLIVIER

Benjamine du Sénat et membre de Francais du monde - ADFE

Mon combat pour l'écologie a commencé en Bretagne, ma région natale. J'y ai grandi avec une forte sensibilité à la nature et à l'océan, tout en déplorant l'impact grandissant des activités humaines, notamment de l'agriculture et de l'élevage intensif, sur les cours d'eau et le littoral. J'ai rejoint les marches pour le climat en arrivant en Autriche en 2019 et ai embrassé ce mouvement incroyable de la jeunesse mondiale, qui s'est levée d'une seule voix contre les pouvoirs politiques de l'inaction climatique. J'ai pris conscience que presque rien ne pouvait se décider sans la politique. Et c'est pour cela que j'ai décidé de m'engager, dans l'associatif avec Français du monde – ADFE et en politique avec Europe Écologie Les Verts.

Allemagne, Belgique, Autriche… cela fait maintenant une dizaine d'années que je réside à l'étranger. C'est une grande richesse que de rencontrer des personnes de cultures et d'histoires diverses et de partager des luttes communes. Il y a quelques mois, nous avons organisé avec quelques adhérents de Français du monde - ADFE et de la NUPES à Vienne un rassemblement en soutien aux soulèvements de la terre, rejoins par des organisations et partis autrichiens qui suivaient la situation française. Dans la période législative qui s'annonce, avec le projet de loi sur l'Asile et la Migration, il sera important de faire entendre notre voix, nous qui sommes nous-mêmes des migrants dans nos pays de résidence, et qui observons la dégradation de l'image de la France due à des mesures et discours réactionnaires, plutôt que de promouvoir l'ouverture sur les autres et le monde.

Être français à l'étranger, c'est aussi faire l'expérience de systèmes sociaux, fiscaux et de sécurité sociale très différents. C'est rencontrer des problèmes pour ouvrir ou fermer un compte en banque, parfois attendre des mois pour renouveler ses papiers d'identité, hésiter à mettre ses enfants dans le système scolaire français à l'étranger par peur de ne pas pouvoir payer les frais de scolarité, et ne pas savoir si l'on pourra toucher une retraite française décente…

De façon locale et nationale, Français du monde – ADFE joue un rôle structurant chez les Français de l'étranger pour répondre à tous ces enjeux. L'expertise et l'expérience des élus et militants de longue date de l'association permettent de promouvoir les valeurs humanistes, de solidarité et d'écologie, qui sont au cœur de notre projet politique à gauche, et de pointer les incohérences d'un gouvernement qui, année après année, continue sa politique d'austérité et de démantèlement des services publics à l'étranger. Ce sont les voix des militants, des élus de Français du monde – ADFE, qui se sont élevées ces derniers mois pour dénoncer l'utilisation de la CPS comme variable d'ajustement dans les bourses scolaires, ou encore pour exprimer le besoin de financement et de soutien de l'État auprès de la CFE.

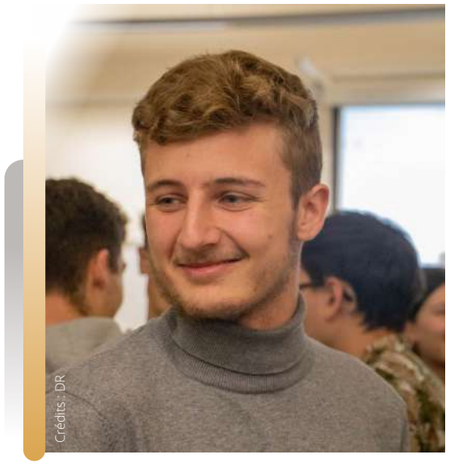
Crédits : DR

Au-delà de ces combats nationaux, j'apprécie la multitude de projets et d'initiatives locales portés par les sections locales de Français du monde – ADFE. Membre du Bureau à Vienne depuis 2020, avec l'équipe, nous avons organisé des conférences, des débats, des randonnées, des fêtes, participé à de nombreuses commémorations et organisé des manifestations. En rejoignant l'association, je me suis inscrite dans l'histoire et l'implantation locale de Français du monde - ADFE, très importante dans la communauté française. Dans le contexte du Covid, qui a été une période très difficile pour les associations en général et continue d'avoir un impact sur la vitalité de l'engagement associatif, l'enjeu du renouvellement des membres de l'association est important, et j'espère pouvoir y contribuer. Le paysage associatif français à l'étranger évolue, tout comme le profil des personnes qui s'installent à l'étranger. Que l'on soit étudiant, binational, jeune travailleur ou retraité, que l'on ait décidé de quitter la France sur un coup de tête ou depuis longtemps, l'enjeu est de continuer à offrir une plateforme humaniste, écologiste et solidaire et de bâtir des projets pour toutes et tous.

Je suis heureuse de pouvoir continuer à m'investir dans l'association depuis le Sénat désormais et de porter notre voix singulière, celle des Français hors du territoire, pour contrôler l'action du gouvernement envers les Français de l'étranger, soutenir nos compatriotes et élus partout sur la planète, et nourrir les politiques et législations françaises des perspectives et bonnes pratiques de nos pays de résidence.

Étudier à l'étranger en 2023

De 2021 à 2023, j'ai étudié pendant deux années à l'université du Kent en Angleterre dans le cadre de mon double-diplôme. Retour d'expérience sur cette expatriation.


Crédits : DR

Théophile Bernard

Étudiant français, je n'avais jamais vécu à l'étranger avant mes études. Je n'ai pas de famille originaire d'un autre pays, je n'ai pas quitté la France quelques années au gré de la vie professionnelle de mes parents, je n'ai pas grandi entre plusieurs cultures. Ma vie, mes références, mes codes, c'était la France. C'est donc avec excitation et un peu d'appréhension que j'ai intégré la filière franco-britannique de Sciences Po Lille à la sortie du lycée. Les étudiants de ce double-diplôme passent la première année à Lille, puis partent deux ans à Canterbury suivre les cours de l'université du Kent, avant de revenir à Sciences Po Lille pour leurs deux ans de master.

Alors que le monde sortait à peine de la pandémie de Covid-19, j'ai donc traversé la Manche pour m'installer en Angleterre. Et je n'ai pas vu ces deux années passer. Pourtant, deux ans, ce n'est pas rien. Sur les 2,8 millions d'étudiants que compte la France, seuls environ 160.000 d'entre eux partent étudier à l'étranger chaque année, la plupart pour un semestre ou deux. Partir deux ans m'a donc donné une chose précieuse pour ce type d'expérience : « le luxe du temps ».

L'expérience fut particulièrement enrichissante à plusieurs niveaux. Tout d'abord, elle m'a permise de vivre à deux endroits différentes, la première année sur le campus de l'université pour découvrir la vie unique des campus anglo-saxons, la seconde dans le centre-ville de Canterbury, davantage immergé dans la « ville réelle ». J'ai également pleinement profité de la riche vie associative de l'université en m'engageant dans des associations d'une année à l'autre. Enfin, cela m'a permis de prendre le temps et de vivre tranquillement ces deux années.

Une promotion sous le signe du Brexit

Soucieux de me ménager un équilibre entre mes amis de Sciences Po Lille avec qui j'arrivais en Angleterre et mon désir de réellement m'immerger dans la vie britannique, j'avais décidé de vivre la première année dans un logement du campus avec un ami français et quatre autres étudiants anglais, nigérians, et trinidadiens. Afin de ne pas limiter cette immersion à mes seuls cours, je me suis aussi investi dans la vie de la faculté en rejoignant une association, et j'ai également travaillé pendant ces deux années sur les différents points de restauration du campus. Grâce au zero-hour contract, merveille de libéralisme à l'anglaise, je travaillais jusqu'à vingt-cinq heures ou trente heures par semaine, en fonction des besoins du restaurant et du nombre d'essais que j'avais à rendre. J'ai servi des cafés, des pintes et des burgers, fait la vaisselle et nettoyé les tables et les sols. Outre les bienfaits apportés par cette première expérience professionnelle, les compétences manuelles, l'apprentissage de la rigueur et de la patience, ce travail a amplement complété mon immersion. Les dizaines d'heures passées seul avec d'autres anglais ont grandement amélioré ma pratique de la langue, et m'ont permis de faire d'autres rencontres que les étudiants de la faculté de politique et relations internationales. Au fil des mois, j'ai pu longuement discuter avec mes collègues, avec les chefs, avec nos responsables, autant de personnes extérieures au petit monde universitaire et sans qui ma compréhension de l'Angleterre serait restée très limitée.

Ces deux ans n'ont pas non plus été sans difficultés. Arrivé en 2021, juste après l'entrée en vigueur du Brexit de et toutes ses conséquences pratiques, notre promotion fut celle de la transition entre l'avant et l'après-Brexit. Notre double-diplôme, dépendant d'un accord bilatéral et non du programme Erasmus, fut maintenu pour notre année, ainsi que la réduction sur les frais de scolarité. Toutefois, nous fûmes les premiers à ne pas percevoir la bourse Erasmus. Et, les promotions qui suivirent la nôtre doivent désormais obtenir un visa étudiant. Outre ces tracas administratifs, suivre ce programme universitaire représente également un coût conséquent : coût des frais de scolarité bien plus élevés en Angleterre malgré la ristourne dont nous avons bénéficié, coût du retour en France, coût de la vie en Angleterre, en particulier dans un contexte d'inflation galopante et de flambée des prix de l'énergie. Il est évident que, malgré les quelques bourses à notre disposition, partir deux ans en Angleterre est un privilège, et que notre pays a encore beaucoup à faire pour démocratiser son enseignement supérieur et en particulier la mobilité internationale.

Pour autant, ces deux ans à Canterbury furent une expérience extrêmement riche et valorisante. J'ai été marqué par l'immense liberté vécue sur le campus de l'université, rassemblant des milliers d'étudiants de tous les horizons, hébergeant des centaines d'associations et de clubs sportifs. Cette taille unique en fait un formidable espace d'émancipation qui permet à chacun de grandir et de se construire. S'intégrer en Angleterre est relativement facile, pour peu qu'on se donne la peine de quitter la bulle française et de s'ouvrir à un autre esprit. Canterbury était une ville agréable, à taille humaine, proche de la côte et à une heure de train de Londres, ce qui nous permettait facilement d'aller nous promener ou de visiter d'autres villes du Royaume-Uni. Ces deux années m'ont beaucoup apporté et m'ont fait mûrir sur de nombreux points. J'en garderai des souvenirs impérissables.

Charlotte Biocchi
une expatriation aux multiples facettes

Agée de 21 ans, Charlotte Biocchi est née aux États-Unis avant de grandir à Madrid et d'effectuer sa scolarité au Lycée français. Après le baccalauréat, la jeune étudiante a choisi de venir étudier en France puis de poursuivre son expatriation à New York, en gardant toujours la même passion pour les autres !

Après des études au Lycée Français de Madrid, Charlotte Biocchi, jeune franco-mexicaine née aux États-Unis et élevée en Espagne a rejoint le campus de Sciences po à Poitiers. « J'ai passé deux années incroyables à Poitiers. On vivait presque tous sur le campus, à 5 minutes les uns des autres, et nous étions toujours très occupés, par des projets politiques, culturels, sportifs ou artistiques. C'était donc un environnement particulièrement vivant et chaleureux, avec une véritable communauté et une vie associative très dynamique, j'étais continuellement stimulée et en mouvement », se souvient Charlotte. Parallèlement, la jeune étudiante s'engage dans plusieurs associations dont une nommée Déliberté grâce à laquelle elle organise plusieurs activités et interventions dans le quartier des femmes du Centre Pénitentiaire de Poitiers-Vivonne.

Une fois son cursus achevé, elle s'est envolée pour New York. « L'adaptation a été plus difficile pour moi qu'en France. Il a fallu que j'évolue dans un milieu très étranger, dont je ne connaissais ni le fonctionnement ni la culture, malgré le fait que sur le papier je suis états-unienne. Mais avec le temps, je suis tombée complètement amoureuse de New York, une ville extraordinaire, toujours pleine de surprises et d'opportunités qui possède une beauté unique et différente de celle des capitales européennes que je connais. Mais c'est aussi une métropole très grande et parfois très individualiste – car c'est aussi le cœur du capitalisme – et il m'a fallu en comprendre les codes avant d'y être à l'aise et de pouvoir m'y épanouir »

Campagne auprès de Ocasio-Cortez

Très vite après son arrivée aux Etats-Unis, elle intègre l'équipe de Alexandria Ocasio-Cortez, candidate démocrate pour le 14th District de NYC, qui couvre une partie du Bronx et du Queens, alors en campagne pour sa réélection à la Chambre des représentants. Une expérience forte et marquante pour l'ancienne étudiante en sciences politiques, qui a découvert le déroulement, le fonctionnement, et les enjeux d'une campagne démocrate états-unienne. Elle a ensuite rejoint le programme Homework Helpers, lancé par AOC (pseudo de Alexandra Occasio-Cortez) il y a quelques années, dont l'objectif est d'aider et de soutenir scolairement des enfants du Bronx et du Queens, qui sont souvent issus de l'immigration. Depuis plus d'un an, elle s'occupe d'une petite fille, de 7 ans, équatorienne, qui vit actuellement dans le Queens, en l'aidant à faire ses devoirs plusieurs fois par semaine.

Un coeur pour les autres

Charlotte Biocchi ne compte pas son temps, ni son énergie pour aider les autres. Outre une scolarité brillante, elle s'engage dans plusieurs associations et mouvements qui luttent pour des causes sociales et environnementales. Cet été, elle a travaillé dans une association de droit pénal à New York nommée Bronx Defenders. Cette organisation, qui fait partie de ce qu'on appelle les Publics Defenders, a pour objectif de garantir à chaque citoyen incriminé en justice une représentation et une aide légale. C'est un des droits fondamentaux du pays, établie par l'amendement 6 de la Constitution Américaine. Elle s'est particulièrement intéressée à cette organisation au regard de son modèle unique de défense publique qui découle d'une approche et d'une analyse transdisciplinaire et intersectionnelle de la justice. « Bronx Defenders ne se contente pas de fournir des avocats pénalistes à ses clients, mais l'organisation lutte aussi contre les problèmes systémiques de la justice aux Etats-Unis et plus précisément à NYC ». Cette expérience a surtout permis à Charlotte de comprendre les problèmes quotidiens des habitants du Bronx, et leur liens avec les taux importants de criminalité dans ce quartier de NYC. « Lors de mes enquêtes, je devais parler avec les personnes incriminées ainsi qu'avec les victimes, ils font tous face à des problèmes similaires de logements, de papiers, de travail, de famille, de santé, d'éducation et d'infrastructure, que les autorités publiques ignorent. La seule présence publique semble être la police, qui, très souvent, fait preuve d'abus d'autorité et de force. J'ai pu voir cette violence policière de mes propres yeux, et c'était absolument choquant de prendre conscience de l'ampleur et la gravité du problème » . Une autre expérience forte et passionnante qui a finalement donné à Charlotte l'envie de faire du droit pénal après ses études new-yorkaises.

Crédits : DR

Vanessa Gondouin-Haustein

DR : Alexis Zankowitch lors des Journée Associatives de Français du monde ADFE en 2023

Alexis Zankowitch un jeune expatrié français en Allemagne

Son parcours

Alexis, 32 ans, est un ressortissant français originaire de Grasse. Diplômé en ingénierie informatique, Alexis quitte la France après ses études, afin d'acquérir une expérience internationale et de poursuivre une carrière à l'étranger. C'est plutôt une opportunité professionnelle qu'une appétence pour l'allemand qui le conduit à Munich, en Allemagne.
En 2017, il commence son nouveau travail outre-Rhin et s'immerge dans la culture locale. Au cours des premières années, il ne fréquente que rarement la communauté française et apprécie la qualité de vie et le dynamisme de Munich.

Pour Alexis, vivre à l'étranger est aussi l'occasion d'élargir ses horizons par la découverte d'autres cultures. Il apprécie en particulier l'environnement multiculturel de son lieu de travail, où se côtoient des personnes de différentes nationalités avec lesquelles il peut interagir. C'est pour lui la vraie valeur ajoutée d'une vie d'expatrié. Malgré ses expériences positives en Allemagne, il ne ressent pas d'attachement particulier pour ce pays. S'il apprécie Munich et son charme, il reste ouvert à la possibilité de partir ailleurs pour saisir de nouvelles opportunités à l'avenir. Convaincu que la vie est faite d'exploration et de perpétuelle remise en question, il se voit rester à l'étranger plutôt que de revenir définitivement en France.

Son engagement

Plus récemment, Alexis a souhaité s'engager pour Français du monde – ADFE et dans certaines activités politiques.
Il considère l'engagement associatif comme un moyen de rendre à la société ce qu'elle lui a donné, reconnaissant les avantages qu'il a reçus de son pays d'origine et souhaitant y contribuer en retour. Sans la barrière de la langue, Alexis se verrait également s'investir dans des associations locales.

Sur la forme, outre son engagement dans des associations telles que Français du monde – ADFE, Alexis tient particulièrement à encourager le travail collaboratif. Son expertise dans le domaine des technologies de l'information l'a amené à explorer les moyens de faciliter la collaboration à distance et le partage des connaissances entre individus. Sur le fond, il est convaincu qu'un dialogue inclusif et intergénérationnel est essentiel pour façonner la société et générer de nouvelles idées. Peut-être une idée pour raviver la rose du Parti Socialiste en Bavière ?

Conseils aux jeunes

Pour Alexis, l'isolement et le manque de lien social représente le plus grand risque auquel se trouve confronté tout jeune envisageant de s'expatrier. Pour contrer cela, commencer par vivre dans une famille d'accueil ou dans une colocation afin d'établir un vrai soutien dans n'importe quel nouveau pays peut être extrêmement bénéfique. S'appuyant sur sa propre expérience, Alexis souligne là encore l'importance de l'échange afin de prendre du recul, de découvrir des enjeux communs et surtout de développer un sentiment d'appartenance.

L'histoire d'Alexis met en lumière les expériences et les aspirations bien particulières des jeunes expatriés. Son parcours témoigne de la valeur de l'exploration de nouveaux horizons, de l'acceptation de la diversité culturelle et de l'engagement dans des activités qui contribuent à l'épanouissement personnel et sociétal.

Témoignage recueilli par Vincent Roué (Autriche)

Lina Franklin, une ingénieure trinationale

Lina Franklin, 28 ans, est ingénieure en virologie à Rennes. Après de longues années passées aux Pays-Bas, c'est désormais en France qu'elle poursuit sa carrière. Pour Français du monde, la jeune femme revient sur cette expérience enrichissante, parfois impressionnante de l'expatriation. Ayant grandi dans un milieu très multiculturel, Lina avoue s'exprimer bien mieux en anglais, posséder un caractère très français, tout en se sentant très néerlandaise ! Rencontre avec une ingénieure pétillante et passionnante.

Née à Amsterdam (Pays-Bas) d'une mère française et d'un père britannique, Lina Franklin est une jeune femme très internationale. Après une éducation à l'école internationale, puis dans le système néerlandais, elle fait le choix à l'âge de 18 ans de demander la nationalité néerlandaise. « Pendant ma scolarité, le ressenti de ne pas être complètement néerlandaise était surtout dû au fait que je n'avais pas les mêmes habitudes, la même culture que les autres enfants néerlandais. J'ai eu une éducation française et anglaise jusqu'à mes 10 ans. C'est un peu plus tard, vers l'âge de 16 ans, que j'ai eu envie de faire partie de cette société. J'ai alors demandé la nationalité néerlandaise », explique la jeune néerlandaise. Et d'ajouter, « si l'anglais est la langue dans laquelle je m'exprime le mieux, j'ai tout de même un caractère très français, alors que maintenant mes habitudes sont très très néerlandaises ».

Une multiculturalité pas toujours évidente à vivre
Après de brillantes études en sciences biomédicales, l'étudiante amstellodamoise intègre l'un des trois grands Instituts de recherche en cancérologie des Pays-Bas. Une carrière de chercheuse s'offre à la jeune femme qui rêve cependant de s'internationaliser un peu plus. « J'avais envie de faire de la recherche ailleurs. Initialement, je devais partir en Espagne puis la pandémie a surpris tout le monde. Par ailleurs, je n'avais pas nécessairement un réseau ou des contacts sur place », précise Lina. C'est finalement vers la France et l'Institut Pasteur à Paris qu'elle se tourne, où elle est alors recrutée comme ingénieure d'études. La jeune laborantine ne cache pas que ses premiers mois n'ont pas toujours été faciles. Elle doit apprendre à vivre avec ce mélange de cultures.

Un peu française et néerlandaise à la fois
Parler la langue du pays et avoir une maman française ne fait pas de Lina une jeune femme entièrement française, encore moins parisienne. « Paris est une ville formidable quand tu viens en vacances. La capitale française offre un côté très aventurier », mais Lina reconnaît que « la capitale néerlandaise et son côté apaisant lui manquent beaucoup ». Celle qui a l'habitude de faire tout à vélo et de manger des petits sandwichs tout en travaillant doit se réapproprier un nouvel environnement. « Pendant longtemps aux Pays-Bas, je me suis sentie étrangère, un peu outsider. Mais, lorsque je suis arrivée en France, j'ai tout de suite eu le même sentiment. Et je me sens surtout néerlandaise », ajoute la jeune femme. Lina Franklin reconnaît également trouver le rythme et les journées parisiennes plus difficiles. Les journées sont très longues, souvent articulées de plusieurs pauses cafés ou d'une longue pause déjeuner, alors qu'aux Pays-Bas, il est tout à fait habituel de grignoter devant son écran, mais également d'arriver tôt et de partir plus tôt.

Des femmes extraordinaires sur son chemin
Après un an et demi à Paris, Lina a finalement eu la possibilité de s'installer à Rennes et de rejoindre l'Institut de recherche en santé, environnement et travail (IRSET). Elle trouve la vie bretonne beaucoup

Crédits : IRSET (Institut de recherche en santé, environnement et travail)

plus agréable : Rennes est une ville qui lui ressemble beaucoup plus et où elle se sent bien. Forte de ces diverses expériences, la jeune ingénieure en virologie à l'IRSET précise que l'environnement dans lequel on se trouve peut façonner la personnalité des gens. « Il faut pourtant être fier de son parcours et surtout ne pas s'excuser d'avoir une autre culture », conseille cette jeune femme aux multiples parcours et cultures. « Il n'y a rien de bizarre, il faut juste savoir s'adapter sans jamais se laisser façonner par les autres ».

Lina Franklin est également reconnaissante aux femmes extraordinaires qui ont jalonné son parcours. Sans ces femmes qui – par leur mentoring – ont su guider Lina, à chaque étape de son adolescence et de sa carrière et sans lesquelles, elle ne serait peut être pas devenue la jeune ingénieure dynamique, polyglotte et trinationale qu'elle est aujourd'hui. Toutes lui ont transmis ce goût de la persévérance et surtout cette ténacité de ne pas abandonner sans avoir essayé.

Vanessa Gondouin-Haustein

Elisabeth Cogny
la passion de l'engagement associatif

Originaire de la région Rhône-Alpes, Elisabeth Cogny s'est installée, il y a environ quatre ans, à Munich. Elle partage avec Vincent Roué son expérience à l'étranger.

Bonjour Elisabeth et merci d'avoir pris le temps d'échanger avec fdm-adfe pour nous partager ton expérience de jeune expatriée. Peux-tu nous parler rapidement de toi ?
Bonjour, c'est un plaisir d'être avec vous aujourd'hui. Je m'appelle Elisabeth, j'ai 30 ans et je suis originaire de la région Rhône-Alpes. À la suite de mon master, j'ai été embauchée à Paris dans l'entreprise dans laquelle je faisais mon alternance. Pendant presque 5 ans, j'ai occupé un poste de Cheffe de projets Marketing. J'ai demandé à évoluer en interne, car je souhaitais travailler à l'étranger et améliorer mon niveau en langues. J'ai finalement rejoint la filiale allemande du groupe à Munich quelques mois plus tard, en tant qu'analyste e-commerce. Après 3 années à ce poste, j'ai de nouveau évolué et je fais maintenant partie de l'équipe RSE (responsabilité sociétale des entreprises) pour m'occuper des sujets en lien avec le développement durable au sein de l'organisation.

Quelles difficultés as-tu rencontré et rencontres-tu toujours en ayant choisi l'expatriation ? Comment s'est passée ton intégration ?
La première difficulté à laquelle j'ai été confrontée à mon arrivée en Allemagne était la barrière de la langue. Il m'a fallu plusieurs mois pour m'habituer au vocabulaire utilisé dans l'entreprise et la vie quotidienne. Finalement, j'ai vite remarqué que mes collègues locaux appréciaient les efforts que je faisais pour parler leur langue. C'est aussi comme cela que j'ai progressé et c'est pour moi une base indispensable pour s'intégrer un minimum dans son pays d'accueil. Actuellement, j'ai rencontré majoritairement des Françaises et Français, donc j'ai encore du travail à faire pour m'intégrer auprès des locaux. J'espère que cela viendra avec le temps.

Quel est ton engagement dans la société civile de ton pays d'accueil ?
Tout à commencé en 2021, lorsque j'ai décidé de m'engager pour la protection de l'environnement. Tout a commencé lorsque j'ai découvert Team for the Planet (TFTP), une entreprise française à but non lucratif dont l'objectif est d'identifier et de déployer des innovations qui luttent contre les gaz à effet de serre au niveau mondial. La mission de TFTP m'a séduite, alors j'ai décidé de les soutenir en devenant actionnaire - tout le monde peut le devenir à partir de 1€. Puis, au-delà de ma contribution financière, j'avais envie de donner de mon temps, de me rendre utile, pour les faire connaître ailleurs qu'en France. J'ai donc rejoint la communauté de bénévoles de TFTP : j'ai d'abord mis mes compétences linguistiques au profit de la cause, en participant aux traductions du site Internet en allemand. Pour continuer à faire grandir le mouvement outre Rhin, j'ai aussi participé à des campagnes d'appels, pour accueillir par téléphone les nouveaux actionnaires vivant en Allemagne. Les retours ont toujours été positifs, ce qui m'a encouragé à continuer.

Plus récemment, j'ai découvert l'association Nos vies bas carbone. Cette association met en place un atelier permettant de mieux connaître les ordres de grandeurs liés à l'empreinte carbone moyenne d'un individu en France, et de trouver des solutions pour les réduire à court et moyen termes. Un atelier dure entre 1h30 et 2h00 et s'adresse à toutes les tranches d'âge. Lors de cet atelier, j'ai apprécié l'aspect visuel des cartes présentées par l'animateur et le fait qu'on parle des solutions possibles et désirables pour le climat. Je me suis formée à l'animation et j'ai animé mes premiers ateliers en français à Munich. Ils se sont très bien passés et je suis contente d'avoir fait connaître l'association localement. Je compte animer d'autres ateliers en allemand dans les mois à venir.

En résumé, après deux années d'engagement au sein de ces deux structures, je réalise que mon action permet de sensibiliser les personnes de mon entourage au changement climatique. Quand on pense au climat, on a tendance à dire que les entreprises et les États sont les seuls responsables, et que nous, citoyennes et citoyens, ne pouvons pas faire grand-chose pour réduire notre impact - le fameux «triangle de l'inaction» dont parle Pierre Peyretou ici. Je suis d'accord que les entreprises et les États ont plus d'impact qu'un citoyen lambda, mais je reste persuadée que le changement de mentalité dans les entreprises ou dans les collectivités commence aussi par l'action des salarié.es au sein de leurs structures : nous sommes toutes et tous concerné.es.

Pour ma part, l'engagement me permet de me sentir moins passive et moins seule. Je sais qu'il y a des milliers d'individus qui, comme moi, quelle que soit la cause qu'ils défendent, essaient de sensibiliser leur entourage et de planter des petites graines, qui mûriront peut-être avec le temps. Cela me donne de la motivation pour continuer à le faire.

Pour terminer, aurais-tu un message particulier à transmettre aux jeunes qui souhaiteraient choisir l'expatriation ?
N'hésitez pas, partez ! L'expatriation permet de rencontrer des personnes de tous horizons, chacun et chacune avec son histoire, son passé et ses objectifs de vie. Découvrir une autre culture ouvre l'esprit, permet de se poser des questions qu'on ne se serait pas forcément posées en restant dans le monde qu'on connait déjà. Enfin, s'expatrier, c'est aussi sortir de sa zone de confort : ce n'est pas agréable au début, mais quand on regarde derrière soi, avec un peu plus d'assurance, de confiance, on se dit que ça valait le coup d'oser partir vers l'inconnu.

Témoignage recueilli par Vincent Roué (Autriche)

DR : Elisabeth Cogny

DR : Lionel Hugo Etoa Moussongo

« Pour vivre ses rêves, il faut se donner les moyens ! »

Lionel Hugo Etoa Moussongo, **ancien élève du Lycée Français de Yaoundé est né au Cameroun. Il est aujourd'hui Spécialiste de programme au sein de la Représentation permanente de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) en Ethiopie. Un parcours exemplaire, jalonné de défis et de succès, pour cet homme de 31 ans qui a énormément travaillé pour arriver là où il est aujourd'hui.**

« Depuis mon entrée dans le monde professionnel, j'ai nourri l'envie de travailler dans le domaine de la haute diplomatie, et l'Organisation internationale de la Francophonie me semblait être une évidence », avoue Lionel Hugo Etoa Moussongo. C'est avec beaucoup de passion dans la voix que le jeune homme de 31 ans détaille son parcours. Sa réussite, il l'a doit avant tout à lui-même mais également au soutien indéfectible de ses parents dans chacune des étapes de sa vie. Cette année, il a été finaliste du Trophée des anciens élèves des lycées français du monde – décerné chaque année par le Petit journal – pour son parcours exemplaire, mais aussi son amour de la francophonie

Campus France
Après une scolarité à Yaoundé et un baccalauréat économique et social en poche, Lionel s'envole vers la France pour y poursuivre ses études à l'Université de Paris Créteil. Une licence, puis un Master en Administration publique avant une pause d'un an, où il effectue de nombreux petits boulots, « des jobs alimentaires » pour découvrir ce qui l'anime. Au fond de lui, Lionel est passionné par la diplomatie et les relations internationales et sait qu'il ne restera pas en France. « J'ai alors profité du dispositif d'aide au retour et à la réinsertion de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) pour rentrer au Cameroun fin 2016. Cela m'a beaucoup aidé car l'OFII vous accompagne pendant les premiers mois de votre retour et se porte garant dans votre parcours ». Quelques semaines après son arrivée, un poste de responsable adjoint à Campus France s'ouvre. Il postule et intègre l'équipe en janvier 2017. Rattaché au service de l'Ambassade et de l'Institut, il est chargé de la promotion et de l'enseignement supérieur français, de l'accueil et de la mobilité des étudiants internationaux vers la France.

OIF et la Francophonie
« Je suis restée à Campus France pendant trois ans », ajoute-t-il. Cette expérience lui permet d'approfondir sa passion pour les relations internationales et le multilatéralisme, même si la question de la Francophonie est celle qui le fait rêver. « Il était alors devenu clair pour moi que c'était la question qui m'animait ». À la fin de l'année 2019, il dépose son préavis à l'Ambassade et est sélectionné pour le programme de volontariat au sein de l'OIF. La pandémie de Covid-19 va pourtant changer ses projets d'avenir.
Malgré le pessimisme économique environnant et les nombreux commentaires décourageants, Lionel décide alors de reprendre ses études pour pouvoir décrocher un stage à l'OIF en Ethiopie, dont il rêve tant. « J'avais décidé de décrocher ce stage et cela n'était possible que via l'Université ».

Le rêve va prendre toute une autre réalité puisqu'au-delà de ses espérances, le stage se transforme alors en CDD. « En quelques mois, j'ai obtenu plus qu'un stage. Ma cheffe de l'époque a souhaité me garder et j'ai été nommé fonctionnaire international en août 2021. Depuis, je m'occupe des questions de paix, de sécurité et de gouvernance». Avec énormément de modestie, Lionel avoue que sans le soutien indéfectible de sa famille et de deux personnes importantes qui ont soutenu ses choix, il n'aurait peut-être pas réussi. « Au Cameroun, lorsque vous annoncez que vous allez démissionner, surtout lorsque vous avez un super job à l'Ambassade, les gens vous découragent dans vos projets ». Le fonctionnaire international reconnaît que « pour vivre ses rêves, il faut se donner les moyens, être curieux et surtout savoir prendre des risques et puis ensuite il y a des rencontres qui changent le cours de votre vie ». Lionel espère un jour travailler à la Présidence du Cameroun comme conseiller ou directeur de cabinet, en attendant si la Francophonie demeure son moteur, c'est vers l'Afrique de l'Ouest qu'il aimerait continuer son avenir.

Vanessa Gondouin-Haustein

Handicap, voyage, expatriation

Si les réseaux sociaux apportent des témoignages extraordinaires sur des récits de voyage de personnes à mobilité réduite aux quatre coins du monde, nous sommes encore trop nombreux à éprouver des difficultés à associer les termes « Handicap, voyage et expatriation ». Cette dissociation peut s'expliquer par le manque d'intérêt que l'on porte à ce sujet si l'on n'est pas directement impacté, car elle peut nous paraître relever d'une impossibilité physique et matérielle, mais également par la discrétion des informations disponibles dans les médias et les réseaux sociaux.

Pourtant en France, les Journées nationales Tourisme et Handicap ont pour objectif de démontrer les progrès réalisés en matière d'accessibilité touristique. De plus, sur son site Internet, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères détaille les démarches à effectuer pour préparer l'expatriation des personnes vivant avec un handicap. Des structures privées et associatives interviennent également pour répondre aux demandes de séjours adaptés qui sont des facteurs d'inclusion essentiels.
On entend par séjours adaptés des séjours destinés à des personnes atteintes de troubles de la santé ou de handicaps. Ils obéissent à une organisation très stricte qui vise à assurer aux personnes handicapées des conditions de sécurité adaptées, ainsi qu'une qualité de l'accueil et de l'accompagnement.
Pour évoquer ce sujet nous avons rencontré Justine Hareng, psychologue clinicienne interculturelle. Cette jeune femme de 28 ans, dont les centres d'interets sont le volontariat international et l'intercularite, est dotée d'une expérience professionnelle reconnue en urgence psychiatrique et pour adultes en situation de handicap psychique. Après sa formation à Rennes et à Amiens, Justine décide de partir pour Lomé au Togo s'occuper d'enfants orphelins avant de revenir en France pour un sejours professionnel de un an avant un nouveau départ pour Israël puis Mayotte où elle restera plus de 2 ans.
Mais avant ces expatriations Justine s'est engagée dans l'accompagnement spécialisé au sein de l'association **Nouvel Horizon**.

Crédits : DR

Pourquoi vous êtes-vous orientée vers l'accompagnement de personnes en situation de handicap ?
Lors de mes études de psychologie clinique, j'étais à la recherche d'un emploi étudiant qui ait du sens pour moi. C'est ainsi que je me suis tournée vers l'accompagnement en séjour adapté. Par le biais de l'association Nouvel Horizon, basée en Bretagne, j'ai donc été coordinatrice de séjours adaptés pour personnes handicapées.

Pourquoi avoir choisi la structure Nouvel Horizon ?
Car Nouvel horizon est une association qui accueille depuis plus de 20 ans, dans le cadre de séjours adaptés, des personnes souffrant de troubles psychiques.

Quelles sont les spécificités des séjours adaptés de Nouvel Horizon ?
Les séjours proposés par Nouvel Horizon sont réservés aux personnes en situation de handicap physique ou mental, avec pour objectif de favoriser la mobilité et l'inclusion dans un contexte moins formel que celui de l'institution. Ces séjours représentent une rupture importante avec le quotidien des participants, ils contribuent fortement à leur épanouissement et à leur inclusion en offrant l'occasion de faire de nouvelles rencontres et de vivre de nouvelles expériences dans le cadre d'activités de loisirs et de détente.

Le handicap est-il encore un frein à la découverte du monde ?
En séjour adapté : non ! Notamment, grâce à la présence de deux coordinateurs et d'un accompagnateur, qui encadrent les groupes de 6 à 12 vacanciers. Les séjours sont variés : ferme pédagogique, voyage à l'étranger, équitation, séjour à la mer, à la montagne etc. Pour ma part, j'ai eu l'occasion d'accompagner des groupes en Italie pour découvrir Venise et Milan.

Quelles expériences avez-vous retirées de ces voyages et des relations qui se développent avec les participants ?
Ces voyages sont toujours très intenses, car l'accompagnement se fait 24h/24 7j/7 pendant deux semaines, ce qui crée inévitablement des liens forts au sein du groupe. Après deux semaines de vie en communauté, les aurevoirs sont toujours très émouvants ! Mais la plupart des vacanciers (et des encadrants) reviennent à chaque vacances pour revoir la famille « Nouvel Horizon ».

Entretien réalisé par Jaime Peypoch (Vietnam)

Aller plus loin

https://www.nouvel-horizon.fr/

Justine Hareng
Nouvel Horizon

Crédit : DR

« Mon style plus direct passe pour un trait de caractère très français

Alizée Froguel, âgée de 26 ans, a passé la majeure partie de sa vie en Grande-Bretagne. Pour Français du monde, la jeune responsable des politiques de prévention et de lutte contre le tabagisme pour l'organisation caritative britannique Cancer Research UK revient sur son expérience à l'étranger, ses études bilingues et les raisons pour lesquelles elle a demandé le statut de résident permanent au Royaume Uni.

Arrivée à quatre ans à Londres, j'ai fait toute ma scolarité de la maternelle à la terminale dans le même lieu au lycée Français Charles de Gaulle. L'apprentissage de l'anglais, vu mon âge, ne m'a posé aucun problème. Ma mère partage souvent cette anecdote que me déposant au Centre de loisirs du Ministère britannique - où elle travaillait à l'époque et étant très en retard - elle oublia de préciser que je ne parlais pas encore anglais. En venant me récupérer le soir, elle s'inquiète alors auprès de l'équipe d'animation qui la rassure en lui précisant qu'elle n'a rien remarqué "hormis ce petit accent américain" ! Effet des séries US que regardaient mes sœurs aînées.

Double diplôme anglo-allemand

J'ai ensuite effectué, comme beaucoup d'autres enfants, ma scolarité au lycée français de Londres. Il est vrai qu'au cours de ma scolarité, la présence française à Londres était à son apogée. Mais ce qui me plaisait c'était le côté très international du lycée ; il y avait des élèves de toutes nationalités, certains qui avaient déjà vécu dans plusieurs pays au rythme des postes de leurs parents. En fait, seule une minorité restait année après année au lycée.
Dans cet établissement, être bilingue était la norme, le minimum de base, trilingue très fréquent et quadrilingue loin d'être une exception. Tout naturellement lorsqu'il a fallu choisir le pays d'accueil pour poursuivre mon double diplôme « European Studies » entamé à King's College, j'ai opté pour l'Allemagne, afin notamment de pouvoir approfondir la langue et la culture de ce pays, ce que je n'aurais pas nécessairement eu l'opportunité de faire par la suite.

A King's, les Britanniques sont souvent minoritaires dans les cursus européen. L'université londonienne est très internationale. En échange Erasmus, je suis donc partie à Berlin, suivre un cursus en Allemand à l'université de Humboldt. Comme à Londres, l'université de Berlin est très internationale. Malheureusement, beaucoup de Français qui viennent y étudier préfèrent rester entre eux. De mon côté, si j'y ai rencontré des Français, j'en ai surtout profité pour créer des liens avec des personnes de tous les pays. D'ailleurs, ma colocataire allemande et kazakh (qui malheureusement ne peut retourner au Kazakhstan revoir sa grand-mère car le pays refuse la double nationalité) est devenue une très proche amie.

Responsable des politiques de prévention

Rentrée finir mes études en Angleterre, j'ai alors demandé et obtenu le statut de résident permanent, qui me donne les mêmes droits qu'auparavant, à condition de ne pas passer plus de cinq ans hors du Royaume-Uni. A la fin de mes études, j'ai fait un stage dans une grande organisation caritative britannique Cancer Research UK (CRUK) et ai immédiatement intégré leur graduate programme. Pendant deux ans, l'organisation nous propose plusieurs postes tout en continuant à nous former. S'il est sélectif à l'entrée, ce type de programmes nous permet de bénéficier de conseils des plus seniors, de tester différents différents domaines d'action, et grâce à la formation, au mentoring et au réseau, d'avoir une progression plus rapide. Au sein de cette organisation depuis maintenant plus de 6 ans, je travaille pour proposer des politiques de prévention du cancer et suis en particulier responsable des politiques de prévention et de lutte contre le tabagisme. Nous essayons notablement d'inciter les gouvernements du Royaume-Uni - par uniquement d'Angleterre - à mettre en place des politiques qui permettront que dans le futur les cancers liés au tabac disparaissent totalement. Pour l'année à venir je vais notamment veiller à ce que la proposition du gouvernement d'interdire à vie la vente de tabac aux jeunes nés après 2009 devienne une réalité.

Complexité institutionnelle du pays

Depuis que j'ai intégré CRUK, "une institution dans le pays", c'est de fait la première fois que je suis dans un milieu majoritairement britannique ! Et je dois avouer que j'en profite un peu, notamment avec des remarques et un style plus direct, pendant que mes collègues anglais prennent toujours des pincettes avant d'exprimer le moindre désaccord ou la moindre critique au travail. Au final, cela passe comme un trait de mon caractère français, ce qui est probablement un peu vrai ! Je vis également la complexité institutionnelle et démographique du pays : entre l'Ecosse, le pays de Galles, l'Angleterre et l'Irlande du Nord, les différences sont grandes et nous devons compter avec quatre gouvernements séparés, mais aussi avec de vraies spécificités culturelles qui d'ailleurs se distinguent aussi entre les Anglais du Sud Est du pays et ceux du Nord.

Aujourd'hui, je ne suis pas certaine de vouloir passer toute ma vie au Royaume-Uni même si je ne pense pas quitter définitivement le pays ; je veux garder toutes mes options ouvertes, le passeport européen étant un immense avantage. Si un jour j'envisage de prendre la citoyenneté britannique, ce sera avant tout pour pouvoir voter aux élections nationales !

Lou Raisonnier

Une canadienne à Paris

Née à Brest, élevée en Nouvelle-Zélande puis à Ottawa au Canada, Lou Raisonnier, 26 ans, est actuellement en France pour l'enquête de terrain de sa thèse. La jeune femme partage avec Français du monde son expérience internationale.

« La France et le Canada sont mes deux pays », explique la douce et bavarde Lou. À 26 ans, la jeune chercheuse a un parcours d'expatriation intéressant. Née à Brest, elle a grandi quelques années à Rennes, avant de déménager à Wellington, et est maintenant installée depuis plus de dix ans au Canada. « Depuis mon plus jeune âge, j'ai eu le privilège et la chance immense de grandir dans deux cultures différentes, une culture française (et bretonne) de par mes parents, mais aussi une culture anglo-saxonne de par mon expatriation ».

De par ses années de vie au Canada, Lou explique se sentir profondément attachée au pays. Elle soulève tout de même quelques paradoxes, qu'elle estime propres au bi nationalisme, et explique se sentir assez française au Canada et très canadienne lorsqu'elle rentre en France.
Très jeune, au contact de sa meilleure amie libyenne Yasmine, rencontrée au Lycée Français d'Ottawa, Lou se passionne pour le Proche et Moyen Orient et en fait l'objet de ses études en Bachelor à l'Université McGill. C'est là-bas qu'elle apprend le Fusra, arabe littéral, qu'elle parle aujourd'hui presque couramment. Parallèlement, après un Master en sécurité internationale à Sciences Po Paris, Lou est désormais en troisième année de thèse à l'Université d'Ottawa, et chercheuse invitée à Sciences Po Paris. Sa thèse se concentre sur les politiques françaises de rapatriement des femmes djihadistes.

Frenemy avec Paris
Lou est aussi à l'aise dans sa commune de Bretagne, Carantec, qu'au Canada. Après ses études, elle espère s'établir dans un pays anglo-saxon. Et Paris dans tout ça? Lou explique avoir un rapport qu'elle qualifie de frenemy (contraction de friend et enemy) avec la capitale nationale. « Paris et moi avons un rapport frenemy, on s'aime autant que l'on ne s'aime pas. Je n'en comprends pas toujours les codes et je pense ne pas avoir le même rythme de vie que les Parisiens, que j'admire d'ailleurs. Ne jamais dire jamais, mais pour l'instant, je ne me vois pas vivre à Paris et imagine plutôt l'Angleterre, où les deux parties de mon identité, mes deux mondes pourraient peut-être se rencontrer ». Chercheuse invitée à Sciences Po Paris, Lou reconnaît toutefois apprécier l'honnêteté des Parisiens, qui ont souvent tendance à privilégier la franchise, autant pour les choses très agréables à entendre que pour celles qui le sont moins.

Vanessa Gondouin-Haustein

Son conseil aux Français qui souhaitent s'expatrier :
« Ne pas rester qu'avec des Français ! La communauté française fait beaucoup d'entre-soi à l'internationale et en oublie de s'intéresser et d'échanger avec les communautés locales ».
Son conseil aux Français de l'étranger : « Je conseille, une fois de retour en France, de rester en contact avec les communautés dans/avec lesquelles on a grandi. Par exemple, j'essaye de m'entourer d'amis canadiens en France, pour garder un point d'attache avec cette partie-là de mon identité. Il est important de garder un point d'ancrage avec son pays d'expatriation ».

Crédits : DR

Crédits : DR

PariBabi

contribuer à une culture francophone internationale

Le club PariBabi a fêté ses deux ans en mars 2023 à Abidjan. À travers des activités de rencontres et mise en relations d'affaires ainsi que des conférences, le club s'est fixé comme ambition de contribuer à la construction d'une société et culture francophone internationale métissée et créolisée. Initiative née au sein de la section de Côte d'Ivoire de Français du monde-ADFE, elle s'internationalise aujourd'hui avec des perspectives d'ouvertures dans plusieurs grandes villes francophones d'Afrique et du monde. Rencontre avec Baptiste Heintz.

Comment est né le concept PariBabi et pour répondre à quel besoin ?
« Avant de devenir un club, PariBabi est né comme une activité de la section de Côte d'Ivoire de Français du monde-ADFE. L'idée est venue du croisement de deux objectifs que nous nous étions fixés à l'occasion de l'entrée de nouveaux membres dans le CA de la section : intéresser le public binational et intéresser le public des jeunes actifs. La section était alors essentiellement tournée vers le public familial avec des activités à dominante sociale. Aussi, nous avons imaginé une activité de type réseautage (prisée par les actifs), en l'articulant autour d'un message valorisant la multiplicité des racines culturelles et nationales. C'est ainsi qu'est né "l'afterwork PariBabi" ».

Quel est l'objectif de ces rencontres «afterworks» et à qui s'adressent-elles ?
« Le premier objectif de ces afterworks est tout d'abord de proposer un rendez-vous convivial aux jeunes et parfois moins jeunes actifs, aux entrepreneurs ou aux employés, qui se reconnaissent dans le message d'une francophonie ouverte à la bi/multinationalité. Il s'agit de réunir dans la capitale ivoirienne des binationaux, des expatriés emballés par le pays, mais aussi des Ivoiriens ayant fait des études ou une partie de leur carrière à l'international, ainsi que tous ceux qui puisent dans plusieurs cultures pour faire leur chemin.
Ensuite, il s'agit de solidifier cette communauté par le partage d'expériences, d'expertises et d'opportunités. Enfin, l'objectif a été de mettre en valeur les engagements et réalisations de cette communauté, notamment auprès des cercles et organisations francophones ».

Chaque mois, vous mettez une personnalité à l'honneur. Cela a-t-il pour objectif d'ouvrir de nouvelles perspectives aux personnes qui participent aux rencontres ? et quel type de personnalités invitez-vous ?
« Nous invitons des personnalités qui par leurs parcours ou leurs engagements incarnent notre approche. Ces personnalités sont des femmes et des hommes autant des milieux économiques, associatifs, culturels et même sportifs.
L'idée est de proposer des témoignages et des partages d'expérience qui puissent inspirer les participants ».

Depuis le lancement en 2021 de PariBabi, quels ont été les retours et avez-vous des témoignages de personnes qui ont été réellement impactés par cette initiative ?
« Depuis le lancement, nous avons eu beaucoup de retours positifs des publics qui apprécient la démarche, qui ont pu trouver d'autres abidjanais ayant la même approche culturelle et professionnelle, et de certains qui ont aussi pu développer des affaires en marge et grâce aux rencontres rendues possible par l'afterwork ».

Deux ans après son lancement, quels enseignements tirez-vous de cette initiative et quels sont les objectifs futurs ?
« Au bout de deux ans, l'activité s'est diversifiée et s'est transformée en club. Aujourd'hui nous maintenons les rencontres de partages d'expériences, mais nous nous lançons aussi dans des conférences publiques de plus grand format, notamment en partenariat avec l'institut français de Côte d'Ivoire, mais aussi avec la commission nationale de l'organisation internationale de la Francophonie. Le club a aussi inspiré des groupes dans d'autres villes francophones et nous nous organisons désormais en réseau international. Nous réfléchissons d'ailleurs à proposer un partenariat à Français du monde pour que ces initiatives se mettent en synergie avec les sections locales de l'association ».

Si vous deviez donner un conseil aujourd'hui aux jeunes en expatriation, quel serait-il ?
« Notre conseil, ce serait d'ouvrir les vannes de la curiosité, de s'intéresser et de chercher à apprendre de la culture des villes et pays qui nous accueillent. C'est toujours l'occasion de s'enrichir de rencontres nouvelles, mais aussi de nouvelles visions qui affinent notre compréhension du monde et des autres ».

Retrouvez PariBabi sur
@PariBabi

Français du monde - ADFE Thaïlande

moteur socio économique de la communauté française

Si vous êtes à la recherche d'un stage à l'étranger, d'une première expérience professionnelle en entreprise dans un cadre totalement dépaysant, si vous souhaitez vous confronter à une culture dont vous ignorez sans doute beaucoup, sous un climat idéalement beau et chaud et dans un pays dont le nom, le Royaume du Siam, fait rêver tant de voyageurs depuis des siècles, alors la plate forme Stagiaires Français du monde Thailande répond à vos souhaits en vous mettant en contact avec des entrepreneurs francophones de ce grand pays d'Asie du Sud-Est.

DR : Français du monde - ADFE Thaïlande

En raison de sa croissance économique, de la qualité de ses infrastructures, de son paysage urbain ultramoderne à Bangkok et de son légendaire accueil, la Thaïlande est une destination parfaite pour trouver et effectuer un stage adapté à un projet professionnel et académique. Afin d'aider les étudiants et les entrepreneurs, une équipe de bénévoles de Français du monde - ADFE Thaïlande a eu l'idée de mettre en place un outil adapté aux besoins de chacun et de favoriser ainsi la mise en relation de futurs stagiaires avec les entreprises et les organismes demandeurs. Cette initiative est née d'un double constat. D'un côté, les défis rencontrés par de nombreux jeunes qui souhaitent effectuer leur stage à l'étranger. Il leur est extrêmement difficile de décrocher un stage dans une entreprise adaptée à leur profil et à leur parcours, dans un pays, où pour la plupart ils ne bénéficient d'aucune connexion, ni de connaissance spécifique du marché de l'emploi. De l'autre, le constat des entreprises thaïlandaises intéressées par offrir aux étudiants français une première expérience à l'internationale.

Une passerelle entre stagiaires et entreprises

C'est ainsi que la section locale a lancé la plateforme Stagiaires Français du monde Thaïlande. Elle s'adresse aussi bien à de grandes entreprises qu'aux moyennes et aux petites pour qui l'apport d'un jeune stagiaire représente une plus value économique importante. En effet, les stagiaires mettent à la disposition des entreprises aux moyens limités des compétences numériques, marketing, de communication, indispensables à leur développement. Pour faciliter cette mise en relation un groupe Facebook a été créé et pensé comme une passerelle entre stagiaires et entreprises. Les annonces précisent le secteur d'activité ou d'étude, la durée, la mission et le lieu de stage. Cela favorise l'échange d'informations et les prises de contact en vue d'une première rencontre en ligne. Ce groupe facebook a également pour objet de préparer au mieux le séjour des stagiaires qui peuvent bénéficier de conseils des membres de Français du monde Thaïlande dont la connaissance du pays, de la culture thaï, des bons plans est un atout majeur pour une insertion réussie dans le contexte local. En effet, outre les difficultés pour les jeunes étudiants de trouver une entreprise – notamment lorsque ces derniers souhaitent et décident d'effectuer leur stage à l'étranger – s'ajoutent les problèmes inhérents à toute installation à l'étranger et notamment l'obtention d'un visa, un logement, les questions relatives aux soins de santé et au mode de vie, les échanges, les interactions avec une culture qui peut être inconnue, mais également la découverte du milieu économique et associatif.

Une plateforme humaniste

C'est pourquoi, à l'aspect très entrepreneurial de la plateforme vient donc s'ajouter une dimension humaniste pour un projet qui se conçoit comme un enrichissement humain mutuel. Pour les bénévoles de Français du monde Thaïlande, il est essentiel de faire en sorte que les stages proposés se passent du mieux possible pour toutes les personnes impliquées. Ils conseillent en amont des stages et apportent leur aide aux stagiaires en cas de difficultés une fois sur place. En outre, l'outil permet de découvrir la culture, les droits, et les informations utiles sur la société thaïlandaise. Un petit guide pratique est d'ailleurs déjà disponible sur le groupe Facebook afin d'expliquer les points essentiels à l'arrivée des stagiaires français en Thaïlande.
La plate-forme « Stagiaires Français en Thaïlande », conçue et développée par la section Français du monde Thaïlande est un facteur de promotion socio-économique et de développement de la présence de la communauté française dans ce pays dont nous saluons la réussite.

Jaime Peypoch (Vietnam)

Découvrir

Groupe Facebook
Stagiaires français en Thaïlande

Une mentor française pour les jeunes de Stockholm

Nathalie Parmigiani est professeur de mathématiques et professeur de français … en Suèdois. Installée depuis près de 30 ans à Stockholm, elle partage avec Français du monde son travail de mentoring auprès de jeunes françaises et français.

Mon métier de professeur est une petite partie de mes fonctions. L'une de mes tâches, peut-être la plus importante à mes yeux, est d'être mentor d'une quinzaine de jeunes que je suis pendant plusieurs années. Cela nous donne surtout le temps de créer une relation privilégiée, une relation où la confiance doit régner. Mon rôle est de guider et encourager certains ; parfois il est aussi d'en décourager d'autres…
Un des volets de cette action que je mène avec beaucoup de passion depuis plusieurs années est le contact avec les parents qui, bien souvent, ont une image bien différente de leur progéniture que la nôtre. Il faut savoir être patient, faire preuve de pédagogie, mais surtout de beaucoup de diplomatie. Ensuite, il faut parvenir à rassembler les trois volontés, les parents, les enfants et le coach.

Une rencontre inoubliable avec Marie

Certains mentorés resteront gravés dans ma mémoire, d'autres dans ma vie. Marie fait partie de cette dernière catégorie. Je la connais depuis dix ans. Je sais qu'un jour, j'irai à son mariage puis je participerai aux grands événements de sa vie. Marie était une adolescente pleine de vie et de fantaisie, heureuse de vivre avec mille projets en tête. L'école se passait plutôt bien, mais sans grands engagements de sa part. Marie, son rêve… c'était… d'aller en France. De faire son lycée en France, de quitter sa famille, de voler de ses propres ailes… en France. Rien de bien spécial en fait.
Les réunions avec ses parents étaient toujours éprouvantes. Marie se taisait et faisait souvent la tête. La seule chose qui animait cette jeune fille était l'idée qu'un jour elle vivrait à Paris. Sa maman, Sophie, était souvent gênée, riant avec les yeux. Son papa, quant à lui, blaguait beaucoup. Et moi… je riais… j'essayais surtout d'amadouer Marie. Le contact avec les parents était malgré tout excellent. J'ai réussi à influencer Marie pour qu'elle finisse le lycée. Une fois sa dernière année achevée, elle s'est envolée… vers Paris.

Une parisienne accomplie

Aujourd'hui âgée de 25 ans, Marie vit à Paris depuis maintenant cinq ans. Elle a d'abord travaillé comme jeune fille au pair. Elle a ensuite aidé une Suédoise à monter son business et qui a laissé Marie gérer toute la construction de son affaire. Ce ne fut pas une très très bon expérience pour la jeune femme. Mais il en faut aussi.
Comme beaucoup de jeunes, Marie a également travaillé dans la restauration. Même si je ne suis pas toujours objective, je dois tout de même admettre que tout ce que fait Marie est bien fait ! Elle s'investit toujours à fond, apprend, puis développe.
De serveuse, Marie est devenue maître d'hôtel et s'est tout de suite plu dans ses nouvelles fonctions. Elle aimait surtout la gestion du personnel, la planification et avoir des responsabilités. Cela ne lui suffit plus aujourd'hui. Avec son ami Pierre, elle a décidé de lancer un restaurant « Le Colibri », qui ouvrira ses portes en janvier, au 8 place de la Madeleine. La jeune femme toujours enthousiaste réalise enfin son rêve parisien et n'est pas prête de s'arrêter en si bon chemin.
Marie est un exemple de réussite et de persévérance ; ses trois langues, le suèdois, l'anglais et le français lui sont précieuses. Sa capacité de s'adapter à différentes cultures lui permet d'être flexible au niveau professionnel ; sa double culture, de percevoir des choses, des détails que tout le monde ne voit pas. Marie a réalisé son rêve français et parisien. Je suis fière d'elle. Je la vois toujours. Je la coach toujours et… sa maman et moi sommes maintenant amies !

Jeunesse française à l'étranger
Faits et chiffres

Saviez vous que 35% des personnes inscrites sur les registres consulaires en 2021 avaient moins de 26 ans ? 25% ont moins de 18 ans, 10% entre 18 et 25 ans, et 22% entre 26 et 40 ans. Et bien sûr, ce chiffre ne tient pas compte des jeunes qui partent séjourner à l'étranger pour une courte durée et ne s'inscrivent pas le plus souvent sur les registres (ce qui est une erreur…).

Jeunes partis étudier à l'étranger

Erasmus et les autres…
Le programme Erasmus est né le 15 juin 1987, et a déjà bénéficié à plus de 12 millions de personnes, avec 10 de plus prévus d'ici 2027.
Erasmus + est le nouveau nom du programme, s'adressant non seulement aux étudiants mais aussi à des collégiens, des lycéens, des apprentis, des éducateurs et formateurs, des jeunes diplômés, des demandeurs d'emploi, des volontaires, des professionnels du monde associatif et sportif.
Près d'un étudiant français sur deux en mobilité à l'étranger part avec une bourse Erasmus.
La France est le premier pays d'envoi d'étudiants Erasmus +, qui a concerné, en 2022, 136.135 jeunes Françaises et Français – les premiers pays d'accueil étant l'Espagne, suivie de l'Irlande, alors que le Royaume-Uni a connu une très forte chute).

Mais Erasmus ne représente qu'un volet des départs à l'étranger pour études : De manière globale, la France est le sixième pays d'envoi d'étudiants à l'étranger, avec près de 100.000 étudiants chaque année ; selon une étude récente Indeed de 2022, 3 étudiants sur 4 souhaitent se former (en partie) à l'étranger en 2022 ; Le Canada est la 1ère destination des étudiants en provenance de France (225.000 étudiants internationaux en 2018, soit +135% en dix ans), grâce à sa politique d'accueil, l'intégration efficace au marché du travail mais aussi au coût des études plus modéré qu'aux Etats-Unis, par exemple. Suivent bien sur les pays Européens ; mais la francophonie est un critère clé de choix : selon une étude OpinionWay pour Indeed fin 2021, 51% des jeunes actifs et étudiants interrogés estiment que l'expatriation serait trop difficile à cause d'un niveau bas de la langue et 28% ne se voient pas s'expatrier dans un pays non francophone. Par ailleurs, la même étude montre que les étudiants choisissent de partir pour découvrir une autre culture (68% des répondants), par attrait d'un pays (50%) ou pour vivre une expérience humaine unique (49%).

Inversement, 365.000 étudiants étrangers se forment en France.
Par ailleurs 440 établissements français sont délocalisés à l'étranger : la France est championne de ce mode d'enseignement, devant les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et la Russie : en 2022, 14 campus issus d'établissements français existaient en Chine il y a deux ans, 10 au Maroc, 6 au Royaume-Uni et 5 à l'île Maurice. Nul doute que les implantations ont augmenté depuis.

Les tranches d'âge actif et déjà éduquées sont surreprésentées parmi les émigrés français
Si les données récentes confirment la tendance d'une hausse des départs de Français vers l'étranger depuis une quinzaine d'années, les taux d'émigration observés pour la France demeurent cependant parmi les plus faibles de l'OCDE. Les tranches d'âge actif sont surreprésentées parmi les émigrés français, et ces derniers apparaissent

en moyenne plus éduqués que les natifs restés en France. L'écart entre les niveaux d'éducation de ces populations s'est par ailleurs accentué sur la période.

L'émigration française se fait pour 85% vers d'autres pays de l'OCDE, les États-Unis, l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni concentrant en effet près de la moitié de ces expatriés. Les tranches d'âge actif sont par ailleurs surreprésentées parmi les émigrés français, au détriment des couches plus jeunes et plus âgées de la population. Certains pays de destination se distinguent cependant par une plus forte présence de jeunes immigrés, comme l'Irlande, qui comptait 21% d'expatriés français âgés de 15 à 24 ans en 2015-2016, ou le Royaume-Uni (19%).

Les émigrés sont en moyenne plus éduqués que les natifs restés en France, et l'écart entre les niveaux d'éducation de ces deux populations s'est accentué au cours des quinze dernières années. Au total 6 % des personnes nées en France et diplômées du supérieur résidaient en 2015-2016 dans un autre pays de l'OCDE, contre 2 % pour les personnes les moins éduquées. Parmi les émigrés nés en France, les diplômés du supérieur sont particulièrement surreprésentés dans quelques pays de résidence, notamment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni. Dans l'ensemble cependant les taux d'émigration de ces Français qualifiés restent modestes, en particulier par rapport à certains pays européens comme l'Allemagne, le Royaume-Uni ou le Portugal.

Français nés à l'étranger rentrés en France

Selon l'Insee, les personnes nées françaises à l'étranger représentent 2,5% de la population, deux tiers des personnes nées françaises à l'étranger sont arrivées en France mineures (contre un tiers des immigrés): un quart d'entre elles avait moins de 3 ans et la moitié moins de 10 ans. Celles nées en Europe sont celles qui sont arrivées les plus jeunes : un quart sont arrivées avant un an et les trois quarts avant 8 ans. En comparaison, les Français nés en Afrique sont plus souvent arrivés en France une fois adolescents ou jeunes adultes. Les âges d'arrivée sont assez différents pour les personnes immigrées : les deux tiers sont arrivées alors qu'elles étaient déjà adultes, avec peu de différences selon le continent de naissance. Ces différences dans les âges d'arrivée entre Français nés à l'étranger et immigrés se sont accrues avec le temps. L'âge médian d'arrivée des personnes venues s'installer en France en 2018 est de 26 ans pour les immigrés et de 7 ans pour celles nées françaises à l'étranger.

80 % des Français nés à l'étranger ont au moins un parent français de naissance et 58 % leurs deux parents (les autres cas correspondent aux parents français par acquisition).
Mais certains parents n'effectuent les démarches pour obtenir la nationalité française pour leur enfant ; difficile d'en connaître le nombre mais on note que 5 % des immigrés déclarent avoir au moins un parent français de naissance et 2 % leurs deux parents.

18 % des Français nés à l'étranger et vivant en France possèdent une double nationalité contre 58 % des immigrés ayant acquis la nationalité française, selon les enquêtes Statistiques sur les revenus et les conditions de vie de 2013 à 2018.

De par leurs origines sociales, les Français nés à l'étranger se rapprochent davantage des personnes nées en France (ou natifs) que des immigrés. Entre 2013 et 2019, la proportion de Français nés à l'étranger dont le père est ou était cadre ou profession intermédiaire est de 30%, contre 28% chez les natifs et 18 % chez les immigrés. La proportion de père ouvrier ou employé est sensiblement la même pour les trois groupes (proche de 40 %).

À âge et sexe donnés, le niveau de diplôme des Français nés à l'étranger est ainsi bien supérieur à celui des immigrés mais également à celui des natifs, et ce, quelle que soit l'origine géographique ; Parmi les personnes ayant terminé leurs études, les Français nés à l'étranger sont proportionnellement plus souvent diplômés de l'enseignement supérieur (31 %) que les natifs (29 %) et les immigrés (25 %, figure 4). Inversement, la proportion de personnes peu ou pas diplômées est plus forte parmi les immigrés (48 %) que parmi les Français nés à l'étranger (35 %) et les natifs (28 %).

Catherine Smadja-Froguel (Royaume-Uni)

Aller plus loin

- https://www.insee.fr/fr/statistiques/4991700

Publireportage

Caisse des Français de l'Étranger

La couverture santé des étudiants

Vous partez étudier à l'étranger ? Votre couverture santé varie suivant votre pays d'expatriation. Renseignez-vous pour préparer au mieux votre séjour en fonction de votre situation à l'étranger.

Vous partez étudier hors de l'Europe*

Les conventions bilatérales de Sécurité sociale à l'étranger

Certains États ont signé une convention de Sécurité sociale avec la France afin de permettre la prise en charge de vos soins soit par l'Assurance Maladie française, soit par le régime de sécurité sociale de l'État où se déroulent vos études. Renseignez-vous auprès de votre Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) ou du Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS).

Dans un pays à convention bilatérale, votre prise en charge peut varier selon votre âge et de la durée de vos études à l'étranger :

◊ Vous avez – de 20 ans et vous partez étudier – de 6 mois à l'étranger :

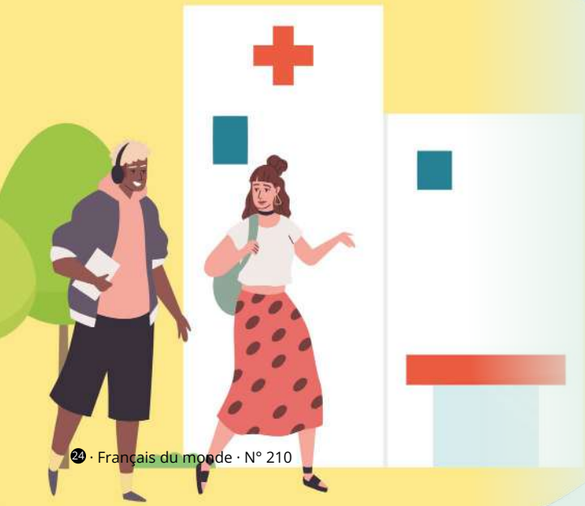
Vos frais médicaux urgents sont remboursés par la Sécurité sociale française par le bais de vos parents, dans la limite des tarifs forfaitaires français en vigueur et si vous remplissez les **trois conditions suivantes :**
- vous devez être inscrit dans un établissement qui vous prépare à un diplôme officiel,
- vous devez fournir un certificat de scolarité,
- vous devez revenir au moins une fois en France au cours de votre année universitaire.

Attention, vous devrez toujours régler vos frais médicaux urgents et imprévus sur place. Conservez les factures et les justificatifs de paiement, présentez-les lors de vos demandes de remboursements.

◊ Vous avez + de 20 ans et vous partez étudier + de 6 mois à l'étranger :

- Vous pouvez vous inscrire auprès du régime étudiant de Sécurité sociale du pays. S'il n'en n'existe pas, vous pourrez vous affilier auprès de la Sécurité sociale locale.
- Chaque pays a un régime de Sécurité sociale qui lui est propre. Votre protection sociale sera donc différente d'un pays à l'autre.
- **Dans le cas où le régime de Sécurité sociale locale ne vous convient pas, vous pourrez toujours vous affilier aux services de la CFE, notamment avec notre contrat JeunExpat Santé !**

Les pays sans conventions bilatérales de Sécurité sociale



Deux possibilités s'offrent à vous :

1 - Adhérer au régime de Sécurité sociale locale :

- Le régime de santé locale peut ne pas être aussi couvrant que le régime de santé français. Les remboursements peuvent être moindre voire inexistants sur certains soins, mais également vite onéreux. C'est pourquoi, avant tout expatriation, il est judicieux de se renseigner correctement sur la prise en charge locale de vos soins.

IMPORTANT : l'adhésion à la CFE ne vous exempte pas des cotisations locales obligatoires.

2 - Adhérer à la CFE :

- **La CFE propose une assurance santé à tous les Français, sans questionnaire médical ni exclusion, très avantageuse pour les personnes souhaitant bénéficier du même système de protection sociale qu'en France.**

- Le contrat JeunExpat Santé couvre la santé des Français de moins de 30 ans à l'étranger, partout dans le monde y compris pour vos séjours temporaires en France. Vos soins sont remboursés selon le tableau de garanties en taux ou en forfait de la dépense réelle en fonction du pays d'exécution des soins.

- Dans certains pays, le tiers payant hospitaliers est disponible. Ce service vous permet de ne pas avancer vos frais en cas d'hospitalisation à l'étranger et vous permet une prise en charge de 80% à 100%.

- Pour finir, lors de votre retour en France après vos études, la CFE vous couvre jusqu'à 3 mois après la fin de votre contrat, vous laissant ainsi le temps de vous réaffilier à la Sécurité sociale française.

*Europe : Union Européenne (UE) et Espace Economique Européen (EEE).

Vous êtes inscrit à HEC Montréal

- La CFE propose un pack santé à destination des étudiants de l'école HEC à Montréal. Ce pack permet aux bénéficiaires de profiter d'une couverture santé complète : assurance santé de base (prise en charge par la CFE) et assurance santé complémentaire (prise en charge par l'ASFE).
- Ce pack vous permet d'être couvert à 100% des frais réels au Canada et en France. Vous êtes également couverts à l'étranger dans le cadre d'échanges scolaires ou stages liés à HEC Montréal.
- Au retour définitif en France de l'étudiant, vous serez également couvert 3 mois, vous laissant ainsi le temps de rouvrir vos droits à la Sécurité sociale française.

IMPORTANT : pour tous renseignements complémentaires, merci de contacter la CFE à l'adresse mail : gestionfichier-msh@cfe.fr.

Étudiant stagiaire : couvrez vos risques professionnels

◊ L'assurance Accident de Travail - Maladie Professionnelle :

La CFE propose pour 57 € par trimestre une protection en cas d'accident du travail ou de maladies professionnelles pour toute la durée de votre stage à l'étranger :
- sur le lieu de travail,
- lors de missions professionnelles,
- pendant les trajets entre votre lieu de travail et le domicile.

Cette assurance comprend une couverture des frais médicaux en rapport avec un accident de travail à 100% des tarifs français de la Sécurité sociale. Elle permet ainsi le versement d'indemnités journalières dès le 1er jour d'arrêt de travail médicalement justifié ou en cas d'incapacité de travail temporaire.

◊ Les conditions d'adhésions sont :

- d'être étudiant en France et de résider à l'étranger pendant la durée du stage,
- d'avoir une convention de stage entre l'école et une entreprise installée à l'étranger qu'elle soit française ou étrangère,
- d'avoir une rémunération mensuelle supérieure à 623,70€.

IMPORTANT : l'adhésion prend effet dès le 1er jour du stage si l'adhésion est demandée avant l'arrivée dans l'entreprise, au plus tard, à la date de réception de votre dossier à la CFE dans le cas contraire.

Votre santé en Europe* : la carte européenne d'assurance

La CEAM délivrée gratuitement par la Sécurité sociale française, vous permettra d'attester de vos droits à l'assurance maladie et de bénéficier d'une prise en charge sur place de vos soins médicaux, selon la législation et les formalités en vigueur dans votre pays d'expatriation. Pour plus de renseignement, consultez la page dédiée pour la CEAM, sur le site internet du CLEISS.

*Europe : Union Européenne (UE) et Espace Economique Européen (EEE).

CFE : La Sécurité sociale des Expatriés
https://www.cfe.fr/

Vitalité de l'association

40 bougies et une naissance

Présente à travers le monde, Français du monde - ADFE rayonne grâce à l'engagement de ses membres. Depuis plus de 40 ans, elle œuvre à tisser des liens locaux et mondiaux entre les citoyennes et citoyens français. En 2023, cette influence s'étend dans le monde avec la présence de 120 sections réparties dans plus de 75 pays. Cette dynamique positive continue de s'amplifier, marquée par la création de nouvelles sections et la célébration d'anniversaires pour d'autres.

Depuis 1983, Français du monde - ADFE Hessen e.V a été le pilier de l'engagement associatif dans la région de Francfort et au-delà, en Hesse. Cette année marque un jalon significatif, les 40 ans d'une histoire dédiée à la promotion des liens communautaires et à la défense des droits des Français établis en Allemagne.

La célébration de cet anniversaire a pris vie dans un cadre tout aussi exceptionnel que l'engagement de la section : le Moogoo Creativeafrica. L'atmosphère était imprégnée de cultures africaines, mettant en avant l'artisanat, le recyclage et le commerce équitable. Une soirée mémorable qui a attiré l'attention des adhérents locaux, mais aussi de ceux des pays voisins, tous réunis pour célébrer la diversité et l'unité qui font la force de Français du monde ADFE Hessen e.V. Parmi les invités notables, Catherine Libeaut, secrétaire générale de Français du monde – ADFE, établie aux Pays-Bas, et Yan Chantrel, sénateur représentant les Français établis hors de France, ont honoré la soirée de leur présence.

La soirée a été bien plus qu'une simple commémoration ; elle a symbolisé les décennies d'efforts déployés par l'ADFE Hessen e.V pour créer un espace où la communauté française peut prospérer et s'épanouir.

Alors que certaines sections célèbrent leurs 40 ans d'engagement, d'autres voient le jour et apportent un nouveau souffle à la mission de l'association. Un exemple inspirant se trouve en Nouvelle-Écosse, au Canada, où une toute nouvelle section a déjà connu un succès retentissant. Leur brunch de lancement a rassemblé près de 80 personnes, marquant le début d'une nouvelle ère d'engagement associatif.

Vous pouvez rester informé sur les activités passionnantes de cette nouvelle section en Nouvelle-Écosse (Canada) en suivant leur page Facebook récemment créée. Mieux encore, joignez-vous à leur action et participez à la construction d'une communauté forte et unie, où que vous soyez dans le monde.

Nos sections :
https://francais-du-monde.org/sections

Stéphane Arnoux

Du distanciel

au présentiel...

Organiser des rencontres au sein d'une association internationale peut s'avérer être un défi de taille, surtout lorsque ses membres sont dispersés à travers le globe. Bien que l'Assemblée Générale demeure un moment crucial, marquant la convergence des énergies collectives, les sections de Français du monde - ADFE ne se limitent pas uniquement à l'expression de leurs valeurs sur le terrain. Depuis la rentrée associative, une nouvelle approche a été adoptée, invitant les responsables de sections à se réunir en ligne par zones géographiques, favorisant ainsi le débat ouvert sur des questions liées à l'avenir de l'association.

Stéphane Arnoux

Stimuler le réseau Français du monde

Ces rencontres ne sont pas simplement des réunions formelles. Elles sont le moteur qui alimente le réseau Français du monde, permettant aux responsables de sections de discuter, définir des approches innovantes pour les campagnes d'adhésion, partager des idées, et explorer de nouveaux domaines d'expertise. C'est une initiative visant à briser les barrières géographiques pour créer une synergie entre les membres éparpillés.

Sessions Diagnostics

Les premières sessions, intitulées «diagnostics», ont marqué le début de cette nouvelle approche. Elles ont permis aux membres de se réunir en ligne et discuter des données récoltées lors d'une enquête menée entre juin et juillet 2023, évaluant ainsi la perception de l'association. La participation active des adhérents dans ces sessions a ajouté une dimension collaborative, affinant le travail effectué et guidant le Conseil d'administration ainsi que le Bureau national dans les orientations futures de l'association.

Une plateforme pour l'avenir

Ces rencontres ne se limitent pas à la simple discussion de données. Elles offrent une plateforme stratégique pour définir des objectifs communs, partager les meilleures pratiques, et renforcer la cohésion au sein de l'association. Que ce soit pour élaborer des campagnes d'adhésion percutantes, mutualiser des idées novatrices, ou simplement découvrir de nouveaux horizons, ces sessions se révèlent être le catalyseur d'une nouvelle perspective pour Français du monde - ADFE.

Sahel
le coût de notre effacement diplomatique

Par Karim Ben Cheïkh

Dès mes premières années dans la diplomatie française, j'ai eu en charge d'être rédacteur pour la Côte d'Ivoire avant que mon périmètre s'élargisse aux pays du Sahel. A cette période, puis tout au long de mes 16 ans dans la diplomatie je me suis forgé quelques convictions sur cette région à laquelle je suis toujours resté particulièrement attentif. Aujourd'hui en tant que député et en tant que candidat pendant mes deux campagnes électorales j'ai pu saisir de nombreuses dimensions de la vie de nos compatriotes au Sahel. C'est une communauté française en grand désarroi actuellement traversée par un sentiment d'abandon et d'incompréhension. D'une part à cause de la situation politique, sécuritaire, économique et sociale dans les pays du Sahel où ils vivent depuis parfois plusieurs décennies. Les menaces sécuritaires, les restrictions de déplacement pèsent sur la vie quotidienne et sont un déchirement. Mais aussi beaucoup de compatriotes me font part de leur grande perplexité, et c'est un euphémisme « diplomatique » car je devrais dire agacement ou énervement, vis-à-vis de la politique de la France dans la région.

Notre désengagement paradoxal du Sahel

Mon constat aussi bien personnel que professionnel en quelque sorte, c'est que la France s'est désinvestie du Sahel depuis vingt ans, particulièrement dans sa dimension de coopération-développement et ce pour des raisons structurelles sur lesquelles je reviendrai. Simultanément ces quinze dernières années notre intervention sécuritaire s'y est matérialisée par l'implantation d'un contingent important connu par le nom d'opération Serval puis Barkhane, ce qui a supposé le déploiement d'empreintes militaires au sol là où nous n'en avions pas, au Mali, au Burkina Faso et au Niger.
Cette période est marquée également par une profonde mutation dont je peux témoigner dans notre appareil diplomatique, des réductions d'effectifs, chez les coopérants, dans les chancelleries, dans le consulaire, tout cela en ligne avec un redéploiement de notre coopération qui a profondément changé de logique. Nous vivons d'ailleurs l'aboutissement de cette séquence avec la remise en question du statut du corps diplomatique et l'extinction du cadre d'Orient qui me paraissent être un marqueur des choix qui sont fait pour notre diplomatie. Ce profil de diplomate que l'on recrutait au Ministère des Affaires étrangères sur ses connaissances d'une culture, d'une langue, d'une région au-delà des connaissances juridiques générales nécessaires dans l'administration publique est devenu pour nos décideurs et "réformateurs" presque une forme d'anomalie. La diplomatie n'est plus tout à fait considérée comme un véritable métier.

J'ai donc coutume de dire et je l'ai répété à l'Assemblée nationale quand a été abordé la question de notre présence militaire au Sahel pendant le débat sur la Loi de Programmation Militaire que ce n'est pas tant la visibilité du dispositif militaire qui a posé problème à mon sens que l'invisibilité de notre présence diplomatique au sens large, c'est à dire la coopération en matière de développement, les projets humanitaires avec des coopérants sur place qui aident à former, à développer les projets, à porter une image différente et complémentaire de ce que la France peut apporter.
Nous avons malheureusement subi une déconnexion progressive puis totale entre notre dispositif au Sahel et les opinions des différentes sociétés civiles sahéliennes. Un dispositif diplomatique doit pouvoir renseigner sur les éléments de la vie politique, sociale, nourrir une analyse plus fine qui doit guider notre action politique dans le domaine des Affaires étrangères. Mon opinion personnelle, et celle de nombreux diplomates, est que nous avons perdu en acuité par le rétrécissement de notre engagement civil, aux côtés des populations.

Qu'est ce qui a changé dans notre Coopération ?

Nous venons d'avoir le débat en commission des finances avec le rapporteur spécial de la mission budgétaire Coopération-Développement à l'Assemblée nationale avec lequel nous avons débattu de cette question. La France, sous le second mandat de Jacques Chirac, a fait le choix d'en finir avec la logique du ministère de la coopération pour construire s'appuyer quasi exclusivement sur une banque de développement, l'Agence Française de Développement. Cela a permis d'améliorer notre rang de bailleur international en décaissant des prêts bonifiés pour financer notre coopération. C'est un choix tranché, assumé dont on peut observer les effets depuis quinze ans. Nous avons aidé beaucoup de pays avec ce nouvel outil mais nous l'avons essentiellement fait avec du prêt bancaire à taux concessionnel et non du don. C'est-à-dire que l'AFD prête de l'argent à un pays, qui la rembourse avec un taux très bas qui lui permet d'investir et financer des

> ***Nous commençons à peine à réaliser que l'outil du prêt nous a enfermé dans une logique différente de celle des priorités politiques qui avaient été décidées en matière de coopération.***

infrastructures, une route, un pont… Ce faisant l'AFD ne peut prêter qu'à des États susceptibles de pouvoir la rembourser. Or, pour faire court, les Etats sahéliens ne sont pas éligibles aux prêts. Leurs revenus fiscaux sont trop faibles, leur endettement, même en partie annulé, n'en faisait pas des pays récipiendaires possibles selon des critères bancaires, et ce malgré l'affichage politique d'une coopération. La réalité est que ces dix dernières années, nous avons fait quelques dons aux différents États du Sahel mais ceux-ci dépassent rarement une dizaine, parfois vingt millions d'euros par an, c'est très peu. Nous commençons à peine à réaliser que l'outil du prêt nous a enfermé dans une logique différente de celle des priorités politiques qui avaient été décidées en matière de coopération.

D'où vient la crise sahélienne ? Notre responsabilité

Trop peu de France ou présence néocoloniale? A-t-on une forme de responsabilité dans la situation actuelle ? Pour comprendre les crises dans les Etats du Sahel, il faut les situer avec un peu de perspective historique. Le processus de développement au Sahel souffre de la faiblesse des États, qui n'est pas dû au refrain bien connu et simplificateur sur "les rivalités tribales". Il y a une crise des cadres et des institutions. Le Sahel a été colonisé à rebours, assez tard, avec d'ailleurs une grande violence. Il a toujours été rattachée par l'administration coloniale aux pays à façade maritime comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire sans volonté de le doter fortement de cadres administratifs capables de prendre en charge l'État sous sa forme contemporaine.
Ces États vivent encore aujourd'hui une forme de domination dans l'ordre international à la fois politique et économique, un fait qui est le moteur du discours souverainiste qu'on y entend actuellement. Nous avons cessé de porter "leurs sujets" tout en leur imposant un agenda global.
Cette domination est inscrite par exemple dans la question des mobilités. Les sociétés sahéliennes ont toujours cultivé une singularité séculaire : une mobilité d'échange et de travail très forte avec les pays du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest. Ces pays sahéliens occupaient une place centrale dans le commerce régional, véritables passeurs entre le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest. Après les indépendances, tant les pays maghrébins que ouest africains se sont tournés vers l'Europe, laissant les pays sahéliens en marge des échanges commerciaux. La mobilité régionale de travail, très forte, prenant une place encore plus importante après les indépendances, s'est vue aussi bousculée ces dernières décennies. Des pays de la région comme la Côte d'Ivoire accueillait et accueille encore de très nombreux Maliens et Burkinabés. On l'observe aussi entre le Sénégal, la Mauritanie et le Mali. Il existait aussi une mobilité vers le Sud du Maghreb, particulièrement dans le Sud de l'Algérie ou vers la Libye. Ce mouvement circulaire "Sud-Sud" des populations a été en grande partie bouleversé par plusieurs évolutions, que ce soit le déplacement des frontières européennes vers le sud, ou des crises régionales comme la crise ivoirienne des années 2000-2010.
À cet égard, le durcissement des frontières européennes a peu à peu déplacé la frontière européenne plus au Sud, en demandant aux pays du Maghreb d'en être les garants, implantant des dispositifs de politiques publiques de migration en plein milieu du Sahel pour contenir les déplacements. Le premier poste frontière de l'Union européenne au Sud se trouve aujourd'hui en réalité à Agadez plutôt qu'à Lampedusa. Ce faisant, nous avons contribué à étouffer les mobilités dans la zone alors qu'elles permettaient aux Sahéliens des débouchés économiques.
Enfin il faut prendre en compte ce qu'a subi le Sahel avec le démantèlement du peu d'État social qui s'y était construit par les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque Mondiale dans les années 80 et 90.

Le mouvement djihadiste s'est nourri des faiblesses de l'État au Sahel. Ses combattants ont monté de véritables franchises militaires s'appuyant sur toutes les failles sociales et politiques des États du Sahel. La France après une action salutaire en 2013, pendant laquelle elle stoppe l'avancée des groupes djihadistes s'est progressivement transformée en un acteur à l'encombrante présence dénoncée par beaucoup. Qui plus est, la posture martiale ou donneuse de leçons de certains responsables n'a pas aidé à être mieux perçue par les sociétés civiles et les partenaires. C'est de ce substrat que se nourrissent désormais les informateurs et désinformateurs de toute obédience qui ont continué un processus de coupure politique et psychologique que la France a, en partie, elle-même initié.

D'un mot final je veux dire ma solidarité avec tous nos compatriotes français qui vivent ces transformations dans leur chair. Je suis résolu à ce qu'ils puissent disposer de services publics, d'écoles à programme français, de lieux culturels à la hauteur de ce qu'ils représentent : une convivialité quotidienne et une véritable proximité avec les sociétés sahéliennes. Ce sont eux aujourd'hui qui portent dans cette région le meilleur de ce que peut représenter la France.■

Les Nouvelles
Routes de la Soie

Depuis le lancement de l'idée en 2013 par le président chinois Xi Jinping, les Nouvelles Routes de la Soie ont captivé l'attention du monde entier. Inspirées par les routes commerciales qui reliaient autrefois l'Asie à l'Europe, ces nouvelles voies de communication et d'échanges économiques s'étendent bien au-delà de leur portée géographique initiale.

Cette initiative ambitieuse représente un point tournant dans l'histoire économique mondiale, offrant des opportunités significatives tout en soulevant des enjeux complexes et multidimensionnels. Avec cet ambitieux projet, la Chine cherche à remodeler les équilibres économiques, géopolitiques et diplomatiques du monde. Sur le plan économique, les Nouvelles Routes de la Soie permettent au pays du Milieu de faire face à la surcapacité de sa production industrielle en accélérant le transport des marchandises tout en réduisant les coûts. Les nouvelles infrastructures de transport augmentent la capacité d'écoulement des stocks de production industrielle et favorisent les nouvelles productions liées à la montée en gamme du pays, stimulant ainsi la consommation de la population chinoise. Cette approche répond également à la demande croissante de la population locale, qui recherche des produits importés de meilleure qualité. Ainsi, ces routes favorisent la fluidité des échanges commerciaux et renforcent la compétitivité des entreprises chinoises sur la scène internationale.

Renforcement de sa puissance régionale

La Chine cherche également à protéger ses intérêts économiques en sécurisant l'approvisionnement en matières premières et denrées alimentaires stratégiques. En effet, le pays dispose d'une superficie limitée de terres cultivables sur son territoire, et doit donc rechercher des sources externes pour répondre à ses besoins sans cesse croissants. Par ailleurs, les Nouvelles Routes de la Soie encouragent les investissements directs étrangers dans les pays traversés, en mettant en place des infrastructures de qualité et en améliorant les conditions d'affaires. Cette expansion des investissements renforce l'influence géopolitique de la Chine et contribue à protéger ses intérêts économiques dans ces régions tout en renforçant leur stabilité et leur croissance. En consolidant ses liens économiques avec les pays partenaires, la Chine élargit également son réseau d'alliés et renforce sa présence sur la scène internationale. L'expansion de son influence géopolitique est donc un enjeu crucial. En établissant des relations solides avec les nations le long des routes, la Chine renforce sa position en tant que puissance régionale, favorisant ainsi sa sécurité et ses intérêts géopolitiques, notamment en sécurisant ses mers.

Et diplomatique

La diplomatie constitue en effet un autre enjeu majeur pour la Chine.Le gouvernement utilise habilement les Nouvelles Routes de la Soie pour établir des relations privilégiées avec certains dirigeants. En offrant des investissements et des projets de construction, la Chine demande en échange la reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine plutôt que de Taïwan. Les dirigeants cherchent également à obtenir le vote de ces pays lors des décisions prises à l'ONU. Cette approche pragmatique permet à la Chine de consolider ses alliances et de renforcer son influence diplomatique, sans tenir compte des orientations politiques des pays avec lesquels elle interagit. Les Nouvelles Routes de la Soie positionnent la Chine au centre des conflits et des tensions actuelles, notamment avec des acteurs clés tels que les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et finalement le reste du monde. Des questions concernant la transparence financière, les droits de l'homme, l'impact environnemental et la souveraineté nationale ont été soulevées. Certains craignent, à juste titre, que cette initiative ne soit utilisée par la Chine pour étendre son influence politique et économique de manière prédatrice, notamment dans les pays en développement. Il est donc crucial d'évaluer attentivement les avantages et les risques potentiels associés à cette entreprise d'envergure et de chercher à mieux comprendre les opportunités et les défis auxquels la Chine fait face et la manière dont elle y répond, la sécurité du monde en dépend.

Franck Pajot (Chine)

Crédit photo : Denys Nevozhai, Shanghai, Chine

Quand les Tokyoïtes se lèvent pour défendre leurs arbres

Depuis plus d'un an, des habitants de Tokyo s'opposent à l'abattage d'un millier d'arbres prévu dans le cadre d'un projet de réaménagement à l'utilité contestée. Un mouvement citoyen original et porteur d'espoirs, auquel la section locale de Français du monde - ADFE s'est associée.

Parfois montrée en exemple pour ses gestes éco responsables – comme le tri sélectif de ses déchets ménagers – la population japonaise ne donne pourtant pas, au jour le jour, l'impression d'être particulièrement consciente des grands enjeux écologiques et environnementaux. Jusqu'à une date récente, la majorité des déchets plastiques si minutieusement triés finissaient incinérés ou envoyés vers des pays tiers. Quant au suremballage qui fait toujours rage, il ne semble pas perturber outre mesure les consommateurs nippons. Dans un autre domaine, le rejet dans l'océan d'un peu plus d'un million de tonnes d'eau contaminée suite à l'accident nucléaire de Fukushima n'a suscité la protestation que des syndicats de pêcheurs. Le plus frappant est peut-être la quasi-absence au sein de la société japonaise des grands enjeux liés aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. Non pas qu'ils ne soient jamais évoqués, mais aucune priorité ne leur est réellement accordée.
Pourquoi une telle indifférence apparente ? Certainement parce que les catastrophes naturelles occupent depuis toujours une place centrale dans la culture japonaise. Les risques constant de séismes, de tsunamis et de typhons masquent des phénomènes nouveaux et plus progressifs … pas nécessairement liés à la crise climatique. Ainsi, la principale cause de la montée relative des eaux n'est pas l'élévation des océans, mais l'affaissement progressif de terrains sur la mer.

Mouvement citoyen

Dans ce contexte, le mouvement citoyen pour sauver les arbres du quartier de Jingu Gaien est particulièrement novateur et prometteur. Né début 2022, après l'adoption d'un projet immobilier prévoyant l'abattage de nombreux arbres dans un espace vert accessible à tous au centre de Tokyo, cette initiative est depuis toujours active et les arbres toujours debout ! Partageant ses valeurs, la section locale de Français du monde a décidé de la rejoindre.
Ouvert en 1926, le complexe de Jingu Gaien s'étend sur 300 mille m2 et comprend des bâtiments historiques, des installations sportives (notamment des stades de baseball et de rugby parmi les plus anciens du Japon) et de très nombreux arbres d'essences diverses. Parmi eux, la rangée majestueuse de ginkgo biloba centenaires. Or, le projet de réaménagement initié par la mairie de Tokyo prévoyait, entre autres, la démolition complète des installations sportives existantes et l'implantation de nouvelles constructions immobilières nécessitant notamment l'abattage immédiat d'au moins un millier d'arbres et la disparition à terme de plusieurs milliers d'autres.
Depuis 2022 la mobilisation a pris diverses formes : campagnes de hashtags sur les réseaux sociaux, rassemblements devant la mairie de Tokyo, chaînes humaines autour des arbres voués à être abattus, veillée musicale sur place ou encore colloques et interviews.

Les mouvements de quartier qui s'opposent à des projets immobiliers ou à l'abattage d'arbres ne sont pas rares au Japon. Mais généralement, ce sont des mobilisations de voisinage centrées sur des intérêts locaux, tels que « NIMBY» autrement dit « pas dans mon arrière-cour ». Ils ont souvent plus de chance de réussir s'ils obtiennent l'approbation et l'aide de notables locaux également concernés. À l'opposé, le mouvement de défense des arbres de Jingu Gaien défend un lieu et un patrimoine communs à tous les Tokyoïtes, sans craindre de s'opposer à de puissants intérêts économiques et politiques.

En demandant que le projet d'aménagement soit revu pour préserver les arbres et en donnant la priorité à la rénovation plutôt qu'à la reconstruction, le mouvement de défense des arbres de Jingu Gaien est porteur de trois messages forts :
un message de démocratie face à un projet d'aménagement urbain décidé en catimini par la mairie de Tokyo sans concertation avec la population.
un message d'émancipation et de liberté : on peut s'opposer aux décisions des grands groupes privés de l'immobilier et du commerce et du parti au pouvoir (PLD).
un message écologique enfin : alors même que le rôle modérateur des espaces arborés sur la hausse des températures urbaines est bien connu, Tokyo n'est que 37e sur 40 grandes villes du monde pour ce qui est des espaces verts publics (World Cities Culture Forum), et elle a perdu 2 % de sa couverture arborée entre 2000 et 2021, soit l'équivalent de 566 kilotonnes d'émissions de dioxyde de carbone (Global Forest Watch).

Ces valeurs, Français du monde les partagent. Et en soutenant ce mouvement local citoyen, la section de Tokyo monde espère contribuer à les faire vivre concrètement, ici et maintenant.

François Roussel (Japon)

Le mouvement pour la défense des arbres de Jingu Gaien s'est articulé autour de trois pôles : le pôle « sportif », qui conteste l'utilité de détruire les stades actuels ; le pôle « musical », regroupant les amis et les fans du musicien Sakamoto Ryuichi, qui a pris la défense des arbres de Jingu Gaien dans sa dernière prise de position publique peu avant son décès fin mars 2023 ; et enfin, le pôle « citoyen », qui s'est notamment cristallisé autour d'une résidente américaine très active sur les réseaux sociaux. Sa pétition multilingue a réuni près de 200 000 signatures.

Pour changer le monde, changeons de regard !

Droit à une éducation publique de qualité, tout au long de la vie, pour toutes et tous.

Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale

Vivre ensemble et réduction des inégalités

Soutenez nos actions sur solidarite-laique.org

Solidarité Laïque